

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 535

Déc. 2019 - Janv. 2020

56^e année - 1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Les cheminots grévistes de Châtillon montrent la voie !
- Contre la «Réforme» des retraites
- Devant le sabotage des directions syndicales.
- Finlande. Vague de grèves
- Equateur. Vive la lutte des travailleurs et des masses
- Chili. Contre la cherté de la vie
- Bolivie. Coup d'Etat civico-militaire
- Colombie.
- Haïti: l'explosion sociale.
- Syrie. Le heurt des intérêts bourgeois et impérialistes
- Solidarité avec la lutte des prolétaires du Liban !

Gouvernement et appareils syndicaux contre la grève

Au moment où nous écrivons, le mouvement de lutte contre la réforme des retraites entre dans sa cinquième semaine. La détermination et la combativité des travailleurs qui était évidente dès la journée de grève à la RATP le 13 septembre ou lors des grèves «sauvages» de conducteurs à la mi-octobre à la suite d'un accident suivie de celle du technicentre de Châtillon, expliquent la longueur du conflit.

C'est cette combativité qui poussa le syndicat corporatiste UNSA à déposer un préavis de grève pour le 5 décembre. L'UNSA est un syndicat collaborationniste jusqu'au bout des ongles; il est qualifié de syndicat «majoritaire» à la RATP, car d'après le résultat des élections professionnelles, il est devant la CGT en termes de «représentativité»; mais il a obtenu en fait pratiquement le même nombre de voix que la CGT (30,19% des voix contre 30,11). Et surtout ces élections ont été marquées par une forte baisse de la participation au scrutin: 45% de votants contre 65% aux élections précédentes. Cette désaffection

(Suite en page 3)

Le monde capitaliste sur un volcan

Les bourgeois s'en inquiètent: depuis plusieurs mois le monde capitaliste est secoué par des explosions sociales, des épisodes de révolte ou au moins de contestation des gouvernements. De l'Afrique à l'Asie, à l'Amérique Latine, en passant par le Moyen Orient, l'année qui vient de s'écouler a été marquée par une succession sans précédents depuis des années de mouvements plus ou moins prononcés et durables de lutte des masses opprimées.

Par rapport aux mouvements précédents, ce qui frappe d'abord, c'est leur extension: alors qu'il y a 9 ans lesdits «printemps arabes» étaient restés circonscrits à cette région du monde, c'est pratiquement sur tous les continents qu'ils se manifestent aujourd'hui. Après le «Hirak» algérien commencé en février, nous avons eu la révolte du Soudan qui, sur un fond d'agitation remontant à l'année précédente a battu son plein en juin et qui a finalement eu raison du vieux dictateur Omar El Bechir au pouvoir depuis trente ans.

En Asie c'est à Hong Kong que le vent de la révolte s'est levé à partir de fin mars pour déboucher sur de gigantesques manifestations en juin. Mais

c'est à l'automne qu'ont éclaté un peu partout les mouvements, qui souvent couvaient depuis plusieurs mois: à Haïti, en Indonésie, au Liban, en Amérique Latine, en Irak, en Iran, en Guinée Conakry, etc. pour ne citer que les plus importants.

L'AMÉRIQUE LATINE EN FLAMMES

L'Amérique Latine est la région du globe où les manifestations de masse se sont répandues comme une traînée de poudre. Au Honduras les grèves et manifestations contre une «réforme» du

(Suite en page 2)

Algérie : Non à la mascarade électorale et aux illusions démocratiques, oui à la lutte de classe prolétarienne contre le capitalisme !

Les élections présidentielles ont pu avoir lieu le 12 décembre, les appels la grève générale ayant été peu suivis. Mais la participation a été très faible: le taux officiel de 40% de votants n'est pas crédible et on estime que le chiffre réel doit se situer autour de 9%. Quoi qu'il en soit, la tenue des élections a relancé le mouvement (hirak) de contestation; des manifestations gigantesques ont eu lieu de nouveau à Alger et dans les autres villes pour réaffirmer l'opposition de la population au «système» et au nouveau président, choisi par l'état-major de l'armée. Avec l'élection d'un nouveau président et la formation d'un nouveau gouvernement, les militaires espèrent disposer d'une façade civile leur évitant de s'exposer en pleine lumière et servant de fusible: les rouages réels du pouvoir doivent rester dans l'ombre. La mort subite de Gaid Salah, le chef d'état-major qui faisait figure de véritable dirigeant après le départ de Bouteflika, rentré définitivement dans l'ombre quelques jours après avoir rempli sa mission, ne peut pas changer l'équation de la situation: les autorités ne veulent rien concéder et les masses ne veulent

(Suite en page 15)

Le monde capitaliste sur un volcan

(Suite de la page 1)

système de santé et de l'Éducation; commencées au printemps, durèrent pendant tout l'été en demandant la chute du gouvernement; elles reprurent de plus belle à la mi-octobre après la condamnation aux Etats Unis pour trafic de drogue du frère du président.

En Equateur les prolétaires et les masses se mirent en mouvement à partir du premier octobre, obligeant au bout de quelques jours le gouvernement à s'enfuir de la capitale. Un peu plus tard ce fut le Chili, le prétendu modèle sud-américain du succès économique qui fut touché par de violentes manifestations de protestation mettant en difficulté un gouvernement qui vantait son pays comme un îlot de stabilité sur le continent. Puis ce fut le tour de la Colombie voisine... Pour compléter le tableau de l'instabilité politique en Amérique Latine, il faut ajouter la Bolivie où un président de gauche, Evo Morales, se vit contraint de se réfugier au Mexique et le Pérou théâtre d'une confrontation entre le Parlement et la Présidence.

Les causes profondes sont économiques; selon le FMI l'Amérique Latine est la région du monde où la croissance a été la plus faible en 2019 et le sera encore en 2020. En dehors du Venezuela en pleine catastrophe économique, l'Argentine est le pays le plus durement touché par la crise, suivi par le petit Paraguay tandis que le Mexique et le Brésil sont en stagnation. Mais le mécanisme démocratique électoral a servi en Argentine comme au Mexique à calmer les tensions sociales. Cependant l'arrivée au pouvoir des pompiers sociaux «de gauche» ne peut être qu'un palliatif temporaire; nous ne sommes plus dans une époque de boom économique où un Lula pouvait redistribuer quelques miettes de la croissance pour acheter la paix sociale. Ce n'est pas nous qui le disons, mais le *Financial Times*, l'organe de la finance britannique et internationale.

A propos des causes des mouvements dans les pays d'Amérique Latine il cite un analyste bourgeois selon lequel «le plus important est l'existence d'un réservoir de frustration et de mécontentement à mesure que les acquis obtenus lors du boom des matières premières se sont réduits ou ont disparu», en commentant: «la perspective pour les années à venir est pire. En dépit de performances économiques généralement médiocres dans les dernières années, l'Amérique Latine pouvait au moins compter sur le fait que l'économie mondiale était en croissan-

ce, que les marchés étaient plutôt stables et l'investissement étranger disponible – facteurs qui ne sont en rien garantis dans le futur». (1).

LE MOYEN-ORIENT DANS LA TEMPÊTE

Si, selon les bourgeois eux-mêmes, ce sont les conséquences de la crise économique qui mettent en mouvement les exploités et les masses pauvres en Amérique Latine, que dire alors du Moyen-Orient?

L'économie du Liban est dans un «état critique» selon les milieux financiers internationaux et le nouveau gouvernement qui vient de se former, n'aura pas d'autre choix que de recommencer les attaques contre les prolétaires et les masses déshéritées qui ont conduit à la révolte d'octobre.

En Iran c'est la hausse brutale du prix de l'essence pour alimenter les caisses de l'Etat qui a provoqué les manifestations et les émeutes de début octobre, immédiatement noyées dans le sang (300 à 400 morts selon les sources), mais la dégradation de la situation des masses depuis de longs mois en est la cause profonde; c'est elle qui avait été à la source des manifestations l'année précédente.

En Irak, «la détérioration de la situation économique des Irakiens est la principale raison des manifestations» (2). Entre le premier octobre et mi-décembre, la répression a fait plus de 600 morts, plus de 15000 blessés et des centaines de disparus.

LES GRANDS PAYS CAPITALISTES NE SONT PAS INDEMNES

Les révoltes que nous avons rapidement passées en revue (et auxquelles nous avons consacré des textes et analyses plus détaillées, dans la mesure de nos possibilités) ont lieu dans ce qu'on appelle les pays «périphériques», mais les pays impérialistes, les grands pays capitalistes dits «centraux» ne sont pas indemnes de cette épidémie de luttes.

Preuve est donnée par le cas de l'impérialisme dominant, les Etats-Unis. Nous avons déjà eu l'occasion de décrire la vague de luttes dans l'enseignement qui est toujours en cours dans ce pays, avec des formes d'auto-organisation des grévistes. Cet automne l'exemple le plus significatif a été la grève de 48 000 travailleurs de General Motors à partir de la mi-septembre et pendant 6 semaines: cela a été la plus grande grève

ve dans l'automobile depuis les années 70. En octobre ce sont environ 3500 travailleurs de l'entreprise Mack Trucks (camions) qui firent 10 jours de grève, pour la première fois depuis 35 ans, etc. En fait depuis 2018 les Etats-Unis enregistrent une poussée de grèves; selon les chiffres officiels, qui ne prennent en compte que les grèves impliquant plus de 1000 travailleurs, il y a eu en 2018 un nombre de grévistes sans égal depuis les années 80: 487 000 grévistes contre à peine 25 000 en 2017, le chiffre le plus bas jamais enregistré (3). En 2019 on constate la même tendance puisqu'en en septembre le total atteignait déjà les 442 000 grévistes...

BESOIN DU PARTI DE CLASSE

Les faits montrent donc qu'un nouveau cycle de luttes s'est ouvert à l'échelle mondiale; ce sont les effets des contradictions elles-mêmes du capitalisme qui ébranlent le statu quo, suivant des modalités et des formes inévitablement variables selon les pays, selon leurs structures économique-sociales et selon l'histoire locale des luttes entre les classes. Mais ils démontrent aussi les conséquences négatives et souvent désastreuses de l'absence d'une direction de classe dans ces mouvements. Sans la présence d'une avant-garde influent sur au moins une partie des prolétaires, c'est-à-dire du **parti de classe** solidement organisé autour du programme communiste, les mouvements de lutte ou de révolte qui mettent en mouvement des couches variées de la population tombent sous la coupe de courants petits bourgeois, même quand les prolétaires en constituent le moteur.

Et cela est vrai y compris lorsque nous sommes en présence de luttes purement ouvrières. Dans ce cas-là ce sont les organisations du collaborationnisme politique et syndical dont la puissance est liée à leur intégration dans les mécanismes bourgeois de contrôle social qui l'emportent si elles ne trouvent pas face à elles une force organisée.

Les luttes qui ont éclaté aux quatre coins du globe posent objectivement le besoin de la reconstitution du parti révolutionnaire communiste, internationaliste et international. Dans tous les pays il n'y a pas de tâche plus importante et plus pressante pour les militants prolétaires d'avant-garde soucieux des intérêts de leur classe!

(1) *Financial Times*, 1-17/11/19

(2) AFP, 4/12/19

(3) <https://www.bls.gov/web/wkstpl/annual-listing.htm>

Gouvernement et appareils syndicaux contre la grève

(Suite de la page 1)

était le signe de la perte de confiance dans les syndicats d'une part croissante des 45 000 employés de la RATP.

En fixant une date lointaine, proche des vacances de fin d'année, l'UNSA choisissait la plus mauvaise date pour un conflit prolongé et laissait tout le temps au gouvernement et à la direction pour se préparer, tout en démontrant sa «combativité» aux yeux des travailleurs de base. Les autres syndicats à la RATP puis à la SNCF se rallièrent en quelques jours à cette décision et finalement l'intersyndicale décida de faire du 5/12 une «journée d'action» nationale, avec la participation d'autres secteurs, en particulier les enseignants.

La journée fut un succès incontestable aussi bien par le nombre de grévistes que celui des manifestants, aux dires même de la police et des directions patronales. Il ne restait plus à l'intersyndicale que de répéter sur tous les tons sa détermination à obtenir le retrait de la réforme, tout en s'efforçant de saboter le mouvement.

Le gouvernement ne s'y trompait pas; de nombreux témoignages indiquent qu'il redoutait avant tout un mouvement «incontrôlé», c'est-à-dire échappant au contrôle des appareils syndicaux collaborationnistes. Estimant que ce n'était pas le cas, le premier ministre dévoila le contenu de la réforme contenant l'allongement de l'âge pivot. On eut alors la comédie de la colère de Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, qui pendant quelques jours fut même sacré par les médias «opposant n°1» au gouvernement!

MEETING UNITAIRE DES ADVERSAIRES DE LA LUTTE DE CLASSE

Entre-temps, à l'invitation du PCF, tous les partis de gauche et d'extrême gauche ainsi que la CGT et Solidaires, participaient à un meeting commun le 12/12 pour la première fois depuis longtemps: non seulement le PS et ses dissidents de Benoît Hamon, la France Insoumise et les Verts mais aussi le NPA et Lutte Ouvrière avaient répondu à l'appel du PC «une autre réforme des retraites est possible». Cette réunion avait valeur de symbole: à côté des partis de gauche qui ont géré loyalement les affaires du capitalisme lorsqu'ils étaient au gouvernement, ou qui, comme le PS, ont été les auteurs d'attaques anti-

ouvrières d'ampleur, siégeaient la même tribune des organisations qui se prétendent révolutionnaires! Sur son journal, LO a justifié ainsi sa participation: «*Dans les grèves et dans les manifestations, de nombreux militants de différentes organisations de gauche et d'extrême gauche se battent côte à côte. Il s'agissait d'affirmer la présence de Lutte ouvrière dans ce mouvement et sa pleine solidarité avec les travailleurs en lutte contre la réforme des retraites*» (1).

Donc sa présence dans ce meeting avait pour but d'affirmer la solidarité avec les travailleurs en lutte. Mais une véritable solidarité prolétarienne ne passe pas par un rapprochement avec des partis effectivement anti-ouvriers; elle commence au contraire par mettre en garde les travailleurs contre ces faux amis et ne pas leur faire croire que ceux-ci se battent avec eux: s'ils se battent, c'est **contre** eux!

Nous avons là une manifestation éclatante du suivisme congénital des organisations de la dite «extrême» gauche vis-à-vis des forces collaborationnistes, de ce qu'on appelait à l'époque de Lénine l'«opportunisme» politique et syndical. En dépit de tous leurs discours, ces organisations ne sont que les flanc-garde des grands appareils contre-révolutionnaires qu'elles ne critiquent de temps à autre que pour mieux ramener dans le giron du collaborationnisme les prolétaires qui tendent à s'en écarter.

La CFDT rejoignit donc le mouvement, mais sur ses propres bases, sans intégrer l'Intersyndicale, car elle soutenait et soutient toujours les grandes lignes de la réforme. Ce ralliement lui permit de recoller à ses adhérents (principalement à la SNCF) et surtout d'essayer de casser la mobilisation en appelant quelques jours plus tard avec l'UNSA et d'autres syndicats dits «réformistes» à une «trêve de Noël».

De son côté, après le succès de la journée du 17 décembre, l'intersyndicale refusa avec indignation cet appel une «trêve»: il est vrai que devant la réaction des prolétaires l'UNSA-RATP et la CFDT Cheminots désavouaient leurs dirigeants nationaux. Mais l'intersyndicale organisait une trêve de fait en repoussant toute initiative nationale au 9 janvier!

C'était clairement abandonner les grévistes à leur sort, au moment où en plus les syndicats se précipitaient pour aller écouter le premier ministre leur redire qu'il n'avait aucune intention de

modifier le projet...

Les déclarations de Martinez le premier janvier, selon lesquelles il faut «des grèves partout» ne sont bien entendu que de la poudre aux yeux, alors qu'il déclare en même temps qu'il va discuter avec le premier ministre le 7 janvier et que surtout la CGT s'est employée à laisser isolés les grévistes.

SUD CONTRE L'ORGANISATION INDÉPENDANTE DE CLASSE DES GRÉVISTES

Devant le mécontentement des grévistes face au lâchage de l'intersyndicale, les organisations syndicales appelèrent à mettre sur pied des actions locales, censées entretenir la mobilisation jusqu'au 9 janvier, alors que cela ne servait qu'à disperser les forces du mouvement. Le syndicat SUD (Solidaires) joua un rôle particulièrement nocif. Clamant sur tous les tons que la grève devait «appartenir aux grévistes», appelant à une «semaine noire» pour le gouvernement entre Noël et le Jour de l'an, en région parisienne, il critiquait les décisions de l'Intersyndicale.

Mais il liait dans les faits le sort des grévistes aux décisions de cette intersyndicale – dont il fait partie! SUD a participé à la création de la coordination francilienne des grévistes de la RATP et de la SNCF, initiative largement souhaitée par les travailleurs et il est la force dominante dans cette coordination. Le communiqué du 27/12 est éclairant sur le sens qu'il lui donne. Il est intitulé «Après avoir montré qu'il n'y aurait pas de trêve, la base veut la généralisation de la grève!». On y explique «le sens même de cette coordination»: «(...) elle ne vise pas à remplacer ni à s'opposer aux syndicats, mais au contraire [?] à ce que ce soient les grévistes eux-mêmes qui aient la main sur leur mouvement». Qu'est-ce que cela veut dire? «En tant que grévistes depuis le 5 décembre, de tous syndicats confondus et non-syndiqués, nous exigeons que les directions des confédérations syndicales, qui pour certaines semblent aussi être parties en vacances, de mettre tous leurs moyens au service de la poursuite et de la généralisation du mouvement».

Donc la coordination remet le sort de la grève aux directions des Confédérations; c'est après tout logique quand on a refusé de prendre leur place à la tête du mouvement. Et la position de SUD, qui est notamment dirigé, ce n'est un secret pour personne, par des militants du NPA, est également logique pour un syndicat qui, lors de la grève

(Suite en page 4)

Contre la « Réforme » des retraites et contre toutes les attaques capitalistes, lutte de classe prolétarienne !

Le gouvernement a attendu le 11/12 pour détailler de façon plus précise son attaque des retraites – le temps d’apprécier la force du mouvement de lutte en cours. Après qu’il ait déjà «*rendu hommage*» le 5/12 aux organisations syndicales qui avaient «*encadré*» les manifestations, le Premier Ministre a jugé qu’il n’avait rien à craindre d’une lutte si bien encadrée : s’il a fait quelques concessions (notamment sur la date d’entrée en vigueur de sa contre-réforme), c’est en réaffirmant sa détermination à l’appliquer; il a en outre finalement décidé l’augmentation de l’âge de départ à la retraite en reculant l’«*âge pivot*» à 64 ans : c’était la revendication du patronat réaffirmée publiquement par le MEDEF (1). En réaction, la CFDT a appelé la journée d’action du 17/12 ; de leur côté les syndicats majoritaires de la SNCF et de la RATP ont appelé à *durcir* la grève et à l’«*inscrire dans la durée*» (UNSA) : c’est reconnaître que, tel qu’il a été mené jusqu’ici, le mouvement est inefficace.

Mais leur prétendu «*durcissement*» ne va pas jusqu’à prévoir l’arrêt complet de l’activité comme en 1995 par la mise en place de **piquets de grève effectifs** et l’**occupation** des gares! Quant à «*inscrire le mouvement dans la durée*», si rien ne change dans les méthodes et

les moyens de lutte, cela ne peut que déboucher sur l’épuisement des travailleurs. Pour ce qui est de la CFDT, elle maintient son soutien au principe de la réforme (comme l’avait fait en 1995 sa secrétaire générale d’alors, Nicole Notat, vis-à-vis du «*plan Juppé*»). Enfin les syndicats enseignants, se sont précipités pour aller discuter avec le ministre des modalités de la réforme !

Même quand elles appellent à la lutte, les directions syndicales font tout leur possible pour la maintenir dans les limites les plus étroites afin d’éviter au maximum qu’elle mette en péril l’économie capitaliste et l’ordre bourgeois.

Cette attitude n’est pas surprenante : complètement intégrés dans les mailles du réseau de **collaboration de classes** mis en place par l’Etat depuis des décennies, les appareils syndicaux sont non seulement incapables de mener une lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat, ils y sont **opposés**. Pour eux une lutte n’est envisageable, à la rigueur, que comme outil de pression dans le cadre du «*dialogue*» entre les «*partenaires sociaux*», leur préoccupation constante étant d’éviter qu’elle remette en cause la collaboration avec les **ennemis de classe** des prolétaires que sont les capitalistes et leur Etat.

Il est donc impossible de compter sur les directions syndicales pour faire face à la détermination gouvernementale, comme le prouvent les défaites de toutes les luttes qu’elles ont dirigées. Cependant la détermination du gouvernement n’est pas sans failles et il n’est pas invulnérable: il redoute en effet qu’à l’exemple des Gilets Jaunes il y a un an, les travailleurs mobilisés se détournent des inoffensives pratiques légalistes et pacifistes pratiquées depuis toujours par les appareils syndicaux.

La voie d’une lutte victorieuse exige la **rupture** avec la pratique du collaborationnisme de classe et le **retour à la lutte de classe**, à ses **méthodes**, ses **moyens** et ses **objectifs** ; déjà en divers endroits sont apparus des **comités de grève** élus par les grévistes eux-mêmes, des AG inter-entreprises et inter-professionnelles, et se sont formés des piquets de grève effectifs. C’est en généralisant ces initiatives, en les coordonnant, en organisant des délégations massives pour étendre la lutte aux autres administrations d’Etat et aux entreprises privées, etc., en s’organisant pour la **défense exclusive de leurs intérêts de classe** que les prolétaires en lutte pourront surmonter les divisions catégorielles et le **sabotage** du collaborationnisme politique et syndical.

Gouvernement et appareils syndicaux contre la grève

(Suite de la page 3)

des cheminots de Châtillon, avait choisi le «*dialogue social*» au détriment de la solidarité de classe.

LA SEULE SOLUTION: L’ORGANISATION DE CLASSE INDÉPENDANTE

Ce sont les faits qui le démontrent une nouvelle foi: la détermination et la combativité des grévistes ne sont pas suffisantes. Si la direction du mouvement reste entre les mains des appareils syndicaux et des directions adeptes du dialogue social, la lutte est condamnée. Lors de ce mouvement on a vu apparaître une tendance à la formation de comités de grève et, en région parisienne, d’une «*coordination*» des grévistes. Ce sont des signes d’une aspiration d’une partie au moins des travailleurs en lutte, mécontents de l’attitude des directions

syndicales, d’être davantage partie prenante du conflit.

Mais ces initiatives sont condamnées à l’impuissance si elles se cantonnent à faire pression sur les directions syndicales en espérant qu’elles feront ce qu’elles ne veulent ni ne peuvent faire: initier une véritable lutte de classe. Tant que les travailleurs n’auront pas la force de prendre réellement en mains la lutte, de l’organiser et de la diriger indépendamment des pratiques défaitistes du collaborationnisme, en utilisant les moyens et les méthodes de la lutte de classe, ils ne connaîtront que des défaites.

Contre les orientations et les méthodes du dialogue social, retour aux orientations et aux méthodes de classe!

Pour l’organisation de classe indépendante de toute influence bourgeoise et collaborationniste!

2/01/2020

(1) *Lutte Ouvrière* n°2680, 11/12/19

Retrait de la « réforme » des retraites !

Salaires intégraux aux chômeurs et aux retraités !

Revalorisation immédiate des salaires et de tous les minima sociaux !

Régularisation des travailleurs sans-papiers et des migrants!

Solidarité avec les victimes de la répression policière !

Contre toutes les attaques bourgeoises, retour à l’organisation et la lutte de classe anticapitaliste !

15/12/2019

(1) Déclaration du président du MEDEF le 19/11, expliquant qu’il fallait une «*réforme d’équilibre avant une réforme d’équité*» (pour les patrons la justice sociale passe toujours en dernier !). Il a ajouté que dans le privé «*le climat social est excellent*» et que la «*conflictualité est à un point bas depuis 50 ans*» ! Aux prolétaires de lui faire rentrer ses déclarations impudentes dans la gorge !

Devant le sabotage des directions syndicales, Mener la lutte sur des bases de classe !

La journée d'action du 17 décembre a été un succès indéniable. Tandis que la grève dans les transports (SNCF, RATP...) continuait, elle a été marquée par un renouveau de la mobilisation dans la rue (deux fois plus de manifestants que le 10/12) et des grèves, notamment dans les établissements scolaires. Ce jour le mouvement de grève a touché les raffineries et d'autres secteurs, tandis que les sidérurgistes d'Arcelor Mittal étaient en grève depuis le 5. De nombreux piquets de grève ont été mis en place dans les dépôts de bus de la région parisienne malgré les interventions policières pour les débloquer. La grève touchait aussi les raffineries et on avait un blocage de nombreux ports, etc.

Le gouvernement était en difficulté avec l'affaire Delevoye : après les révélations sur la dissimulation de certains revenus, le ministre chargé de faire avaler aux prolétaires la dégradation de leurs futures pensions de retraite, était contraint de démissionner; la CFDT et d'autres syndicats ultra-collaborationnistes qui soutenaient jusqu'ici le projet gouvernemental, étaient obligés de s'y opposer – sans aucun doute pour ne pas être désavoués par leur base.

C'était le moment de généraliser et accentuer la mobilisation et le mouvement de grève, comme les syndicats l'avaient d'ailleurs claironné (on va «durcir» le mouvement, prétendaient-ils !). Résultat: l'Intersyndicale réunie le soir même décida de... ne rien décider: «*ce n'était pas complètement mûr pour fixer une nouvelle date de mobilisation nationale dès ce soir*» selon la FSU. Les travailleurs furent priés de se rabattre sur des initiatives locales – qui, inévitablement ont été peu suivies; au moment où les prolétaires ont un besoin pressant de centraliser et d'unifier leur combat, l'Intersyndicale tendait à l'émettre en attendant... quoi? Les cheminots en grève depuis plus de 10 jours ne peuvent pas attendre éternellement que les directions syndicales jugent que la situation est mûre!

Mais il s'agit en réalité de **sabotage** pur et simple! Les directions syndicales sont trop pressées de continuer comme d'habitude la comédie des négociations avec le gouvernement, pour songer à organiser une lutte véritable. «*Sans réponse du gouvernement dans les heures qui viennent*», les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires «*décideront des suites nécessaires au-delà du mois de décembre*»! (communiqué de l'Intersyndicale). Difficile de se mo-

quer plus ouvertement des travailleurs en grève à qui on dit: attendez encore le mois prochain (9 janvier). Des grévistes ont répondu aussitôt: *si les directions syndicales partent en vacances, nous, on continue la lutte!*

Tous ces appareils syndicaux sont des **défenseurs de l'ordre établi**: ils ne veulent surtout pas d'une généralisation du mouvement qui risquerait de devenir dangereux pour le bon fonctionnement du capitalisme, menaçant la paix sociale et la collaboration avec les ennemis de classe des prolétaires – qu'ils considèrent comme des «*partenaires*». L'Intersyndicale mise donc sur l'épuisement des grévistes tandis que les directions de l'UNSA-Ferroviaire et de la CFDT à la demande du gouvernement appellent ouvertement à une «*trêve de Noël*» pour casser le mouvement.

Pas d'illusions! Ces professionnels du «*dialogue social*» avec les patrons et l'Etat bourgeois, ne seront jamais des défenseurs véritables des intérêts de classe des prolétaires.

Contre ce **sabotage**, ouvert ou non, d'appareils syndicaux complètement intégrés dans le réseau bourgeois de maintien de l'ordre social, le salut réside uniquement dans l'**organisation de la lutte sur des bases de classe**. Déjà en de nombreux endroits des **comités de grève** se sont constitués pour diri-

ger le combat, des **assemblées générales «interprofessionnelles»** se tiennent pour étendre et unifier le mouvement par-dessus les différences de métier et de corporation, des **piquets de grève** effectifs sont mis en place, et des appels à des journées nationales de mobilisation sont lancés par les grévistes pour contourner le blocage des appareils. Ces initiatives sont encore limitées, mais elles indiquent la voie à suivre pour les travailleurs dans la lutte en cours et dans les luttes à venir contre toutes les attaques bourgeoises.

• **Organisation et lutte sur des bases de classe indépendamment et contre toute influence bourgeoise et collaborationniste !**

• **Retrait de la réforme des retraites et de toutes les mesures gouvernementales anti-ouvrières !**

• **Salaires intégral aux chômeurs et aux retraités !**

• **Revalorisation immédiate des salaires et de tous les minima sociaux !**

• **Régularisation des travailleurs sans-papiers et des migrants!**

• **Solidarité avec les victimes de la répression policière !**

• **Pas de trêve dans la lutte de classe anticapitaliste !**

21/12/2019

Grève illimitée et sans préavis : les cheminots grévistes de Châtillon montrent la voie !

Depuis le 21 octobre des centaines de cheminots du «*technicentre*» de Châtillon (Hauts de Seine) sont en grève. Le technicentre (TATL) servant à l'entretien obligatoire des TGV, le mouvement a rapidement entraîné une quasi-paralysie du trafic de l'arc atlantique du réseau TGV.

Contrairement à ce qu'ont affirmé certains médias qui l'ont mis sur le compte du syndicat SUD-Rail, la grève a été déclenchée spontanément, en dehors des syndicats. De plus les grévistes se sont lancés dans le mouvement sans respecter l'obligation légale de dépôt d'un préavis – mesure qui sert à affaiblir la force de la grève en donnant à la direction le temps de se préparer à y faire face et ils ont mis en place une caisse de grève indépendante. Jusqu'ici ils ont résisté la campagne de propagande des médias et du gouver-

nement qui reprennent la vieille accusation de s'attaquer aux usagers : parmi les usagers beaucoup sont aussi des prolétaires qui peuvent se sentir solidaires d'une lutte ouvrière.

Les cheminots se sont mobilisés au départ contre le projet de la direction de supprimer une dizaine de jours de congé contre une prime de 7000 euros ; le projet a été retiré, mais la lutte continue contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail : 7 jours sur 7, en trois-huit, sous une pression constante pour tenir les délais afin de limiter au maximum le temps d'immobilisation des trains.

Dans leur communiqué du 27/10 les grévistes affirment :

«*Nous agents grévistes du matériel au Technicentre de Châtillon, sur le*

(Suite en page 6)

Grève illimitée et sans préavis: les cheminots grévistes de Châtillon montrent la voie !

(Suite de la page 5)

réseau TGV Atlantique, avons cessé le travail massivement depuis lundi 21 octobre au soir, sans se concerter ou être encadrés par les syndicats. La direction considère notre grève illégitime, car nous ne serions pas dans le cadre du délai de 48h pour le service minimum, mais c'était le seul moyen de se faire entendre. (...).

Notre colère est réelle et profonde, nous sommes déterminés à nous battre jusqu'au bout de nos revendications, pour le respect et la dignité. Nous ne pouvons plus accepter de travailler avec des salaires proches du SMIC et gelés depuis 5 ans, en sous-effectif et avec des agents qui démissionnent de plus en plus. Nous avons honte de voir comment la SNCF joue avec la sécurité ou encore le confort des voyageurs, pour des questions de flexibilité et de rentabilité. Nous respectons les délais de prévenance le jour où la direction elle-même respectera déjà les salariés mais également les voyageurs (...).

Marre des réorganisations, des bas salaires, des suppressions d'emplois et des sous-effectifs ! Nous appelons l'ensemble des cheminots à relever la tête avec nous, car la situation aujourd'hui à Châtillon est en réalité le reflet d'une politique nationale. (...)

Nous avons trop longtemps laissé faire sans rien dire, mais aujourd'hui au TATL nous disons stop à cette politique d'entreprise. Nous ne braderons pas notre dignité, notre sécurité, ni notre santé ! » (1).

LES POMPIERS SOCIAUX « JOUENT LE JEU DU DIALOGUE SOCIAL » CONTRE LA GRÈVE

L'appel des grévistes aux autres cheminots et l'exemple de leur détermination a eu un premier écho : des débrayages ont eu lieu jeudi 31 octobre aux technicentres de Le Landy (Seine Saint Denis) qui s'occupe des TGV de l'axe nord et à celui de Villeneuve Saint Georges (Val de Marne) pour le réseau sud-est.

Le syndicat SUD-Rail, réputé le plus combatif, qui avait reconnu avoir été surpris par la grève de Châtillon, s'est positionné en flèche dans la suite du mouvement – mais pour saboter l'extension de la lutte ! Il a agité la menace d'un appel à la grève illimitée sur ces centres « dès jeudi soir ou lundi ». Mais après avoir joué les fier-

à-bras en posant une sorte d'ultimatum à la direction (« On a donné à la direction jusqu'à 18 heures pour répondre à nos revendications »), SUD a appelé à la reprise du travail : « On joue le jeu (du dialogue social). En attendant, le travail reprend, les rames vont sortir » (2).

La direction a repris la balle au bond en programmant une réunion avec les syndicats, et SUD a cessé d'évoquer la possibilité d'une grève...

Quand les grévistes de Châtillon appellent les autres cheminots à les rejoindre, quand ils ont besoin de leur renfort pour faire plier la direction, SUD les laisse isolés en « jouant le jeu du dialogue social ». La collaboration de classe l'emporte sur la solidarité de classe : « On ne pourra pas dire que l'on ne donne pas de porte de sortie de conflit à la direction » a fait valoir Fabien Monteil, délégué Sud-Rail au Landy » (3).

Cette attitude ne doit pas surprendre ; en dépit de son discours contestataire, SUD faisait partie de l'Intersyndicale qui a organisé l'année dernière la défaite des cheminots par une lutte « en pointillé » avec des jours de grève annoncés à l'avance (4). *Le Parisien* écrit à ce sujet : ce mouvement « n'a servi à rien, grogne un cheminot, syndiqué. On a respecté les règles, déposés des [préavis] Avec ce système, la direction s'organise, le mouvement n'a aucun impact et on n'obtient rien. » (5).

C'est l'amère mais salutaire expérience de la défaite de 2018 qui explique l'action des grévistes de Châtillon prenant leur lutte directement en main et violant les mesures légales antigrève : il n'est pas possible de lutter avec quelques chances de victoire en laissant la conduite du mouvement aux organisations collaborationnistes et à leur tactique qui vise à rendre les grèves les plus inoffensives possible !

C'est cette conclusion qui explique aussi la flambée d'arrêts de travail des cheminots après l'accident d'un TER dans les Ardennes le 17 octobre (75 blessés légers) : le conducteur, blessé lui aussi, qui était le seul cheminot dans le train, avait dû faire 3 km à pied aller-retour pour actionner manuellement un signal pour arrêter un autre train arrivant en face !

Dans ce cas là les conducteurs ont utilisé une disposition légale (« droit de retrait ») pour se mettre spontanément en grève d'abord en Champagne-Ardenne, puis en Ile-de France et sur une bonne partie du territoire. Ils protestaient

contre le fait de se trouver seuls à bord des trains, selon une pratique qui existe déjà en région parisienne depuis quelque temps, mais que la direction veut généraliser pour des raisons de rentabilité (réduction du personnel) ; plus généralement c'est la détérioration des conditions de travail et les bas salaires qui sont la cause du mécontentement des cheminots.

Les cheminots grévistes de Châtillon l'ont compris : pour se défendre et pouvoir vaincre, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Il leur faut prendre leur lutte en mains indépendamment des organisations collaborationnistes qui ne cherchent qu'à offrir des portes de sortie à la direction ; il faut s'organiser et mener le combat avec des moyens et des méthodes de classe : grève illimitée, sans préavis avec occupation des locaux ou piquets de grève, extension aux autres établissements, comités de grève, etc.

Quel que soit la suite du mouvement en cours, c'est une leçon cruciale à retenir pour les inévitables conflits à venir, non seulement à la SNCF mais ailleurs aussi où les prolétaires sont partout confrontés aux mêmes conditions et souffrent du sabotage des organisations collaborationnistes.

**Vive la lutte des cheminots grévistes de Châtillon !
Pour l'extension et la généralisation du mouvement !
Pour la reprise de la lutte indépendante de classe !**

27/10/2019

(1) <http://malakoffantilberalunitaire.over-blog.org/2019/10/avec-les-cheminots-du-technicentre-de-chatillon.html>

(2) AFP 31/10/19

(3) *Libération*, 31/10/2019. Les partis trotskystes se gardent bien de critiquer cette attitude : ils sont présents à la direction de SUD !

(4) Selon le très bourgeois quotidien *L'Opinion* (29/9/10), qui s'inquiète de la perspective actuelle de grèves sauvages et de la perte d'influence des syndicats, au contraire en 2018 : « avec une bonne organisation et un système d'information qui fonctionne, la SNCF a pu faire rouler des trains. Les préavis, déposés obligatoirement 48 heures à l'avance, ont permis d'établir des plans de transports relativement satisfaisants. Un service dégradé, certes inconfortable, mais le pays n'a pas été bloqué »

(5) *Le Parisien*, 28/10/19

Finlande: Vague de grèves au «pays le plus heureux du monde»

L'ONU a publié en mars 2019 son rapport sur le bonheur dans le monde (1): pour la deuxième année consécutive la Finlande était classée au premier rang. La Finlande est un petit pays nordique de 5,5 millions d'habitants qui a la réputation de jouir d'un Etat-providence modèle. Les médias du monde entier ont ainsi parlé de son projet de créer un revenu universel garanti à tous ses habitants pour éradiquer la pauvreté.

Mais la réalité est moins rose et il semble bien que les prolétaires finlandais n'ont pas la même opinion sur leurs conditions de vie et de travail que les statisticiens bourgeois de l'ONU.

Si nous commençons par ce fameux «revenu universel» institué en 2017, il n'était en réalité qu'au stade d'expérimentation pour deux années. Il ne s'appliquait qu'à 2000 chômeurs de longue durée, tirés au sort, et son montant n'était que de 560 euros, une somme équivalente aux indemnités de chômage dont il prenait la place, le seul avantage pour les bénéficiaires étant qu'il était accordé y compris aux chômeurs en fin de droit. Finalement la mesure n'a pas été reconduite en raison de l'hostilité du patronat et des couches petites bourgeoises qui se plaignent du niveau trop élevé des dépenses sociales et des impôts qui les financent.

La Finlande était un pays prospère qui, comme d'autres pays du nord de l'Europe, a pu longtemps financer un Etat providence capable de garantir la paix sociale et lier le prolétariat au système capitaliste et à l'Etat bourgeois. Ce n'est plus le cas; le pays a été durement touché par la crise économique de 2008 dont les conséquences se firent sentir pendant des années. Un exemple symbolique en est la chute de Nokia; l'ancien géant des télécoms n'a échappé à la faillite qu'en se séparant d'une grande partie de ses activités et en supprimant des milliers d'emplois en Finlande et dans le monde. De même l'exploitation forestière et l'industrie papetière qui sont traditionnellement le premier secteur d'activité (2) et qui représentent toujours un peu plus de 20% des exportations du pays, ont subi une forte crise. La production de papier a été en majorité délocalisée en Asie et en Amérique Latine et les entreprises les plus faibles ont disparu.

Les difficultés économiques de cet ancien paradis capitaliste ont également touché ou menacé de larges secteurs petits bourgeois; cela a suscité l'apparition d'un parti politique d'extrême droite qui est devenu en quelques années la troisième force politique du pays, «Les

Vrais Finlandais». Dans leur programme on trouve en bonne place la «défense des patrons des petites et moyennes entreprises», à côté de la défense de «l'identité finlandaise» (3) et des positions anti-immigrés et eurosceptiques. Après leur score spectaculaire aux élections législatives de 2015 (19%), les Vrais Finlandais entrèrent au gouvernement dirigé par le Parti du Centre avec le Parti de la Coalition nationale, deux partis bourgeois de droite traditionnels.

L'objectif central de ce gouvernement réactionnaire était le redressement du capitalisme finlandais, ce qui signifiait restaurer le taux de profit en diminuant le «coût du travail» et en réduisant les dépenses sociales.

L'outil principal a été un «pacte de compétitivité» négocié avec les syndicats, censé baisser de 3,5% le coût du travail. Il s'agissait d'un ensemble de mesures d'austérité et anti ouvrières dont les principales étaient le gel des salaires et l'augmentation du temps de travail (3 jours de travail supplémentaires non payés par an), l'augmentation à 65 ans de l'âge de la retraite à partir de 2025 (âge qui variera par la suite selon l'augmentation de la durée de vie), la baisse des indemnités de chômage, une réduction de 30% du paiement des jours de congé des fonctionnaires, une augmentation des cotisations sociales des salariés (et une baisse équivalente des cotisations des entreprises); par contre du côté patronal le «pacte» prévoyait une baisse des impôts.

En dégradant la situation des prolétaires et des larges masses, ces mesures ont amélioré la santé des entreprises; elles n'ont toutefois pas pu réussir à sortir durablement le pays d'une récession provoquée par la diminution de ses parts de marché à l'exportation. L'impopularité croissante du gouvernement poussa les Vrais Finlandais à quitter le gouvernement en 2017, ce qui provoqua une crise en leur sein, les «modérés» quittant le parti pour rester dans la coalition. Cette crise et son positionnement plus ouvertement à l'extrême droite, n'ont pas affaibli ce parti, contrairement à ce que croyaient les analystes politiques.

Les élections législatives d'avril 2019 furent en effet marquées par le recul des partis qui étaient au gouvernement, notamment le Parti du Centre de l'ancien premier ministre, qui connut un véritable effondrement. Le parti social-démocrate remporta le scrutin avec 17,5% des voix, mais il était talonné par les Vrais Finlandais (17,2%). Le nouveau gouvernement fut constitué par une alliance avec les Verts (qui à 12%

des voix ont connu un résultat historique), l'«Alliance de gauche» (ex-PC) et... le Parti du Centre; pourtant désavoué par ses électeurs.

En dépit des promesses électorales des partis de gauche, le nouveau gouvernement ne prévoit qu'une atténuation de la politique d'austérité du gouvernement précédent; il s'est engagé en particulier à mener la «réforme» de la sécurité sociale et du système de Santé visant à réduire les coûts en taillant dans les prestations, mise en chantier par le Parti du Centre. Cela ne l'a pas empêché de recevoir le soutien des syndicats, bien plus sensibles à ses promesses d'investissements productifs qu'aux intérêts des prolétaires.

VICTOIRE DES GRÉVISTES

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que les travailleurs finlandais s'aperçoivent, s'ils en doutaient, de quel côté se trouvait le nouveau gouvernement. La Poste, établissement semi-public, avait décidé dans le cadre de la recherche de la rentabilité de transférer 700 salariés à une filiale, leur infligeant au passage une baisse allant jusqu'à 30% de leur salaire!

Le projet à peine connu, les travailleurs se mirent en grève le 11 novembre. Pendant près de 2 semaines ce furent 10 000 postiers qui suivirent le mouvement, en solidarité avec les travailleurs menacés et pour revendiquer des hausses de salaire. Mais le conflit s'étendit au-delà de la Poste: des grèves de solidarité se déclenchèrent le 25/11 dans les transports terrestres et aériens, les ferrys, etc.

Quand se profila la menace d'un blocage des ports, voire d'une grève générale, la direction de la Poste retira son projet, sans aucun doute à l'instigation du gouvernement inquiet d'un blocage de l'économie (les exportations, principalement par voie maritime, représentent 40 % du PIB). Quelques jours plus tard le Premier ministre fut contraint de démissionner sous la pression du Parti du Centre qui lui reprochait sa faiblesse par rapport aux travailleurs; c'est la ministre des transports qui a été élue à sa place le 8/12, devenant peut-être à 34 ans la plus jeune cheffe de gouvernement en exercice dans le monde.

Ce succès indéniable de la lutte prolétarienne a servi d'encouragement aux travailleurs d'autres secteurs. C'est ainsi qu'à partir du 9 décembre, 100 000 travailleurs de l'industrie (chimie, bois pétrole...) et des services ont fait 3 jours

(Suite en page 8)

Finlande ...

(Suite de la page 7)

de grève, revendiquant des augmentations de salaire et la fin du travail payé et plus généralement des mesures anti-sociales que le nouveau gouvernement n'envisage absolument pas d'abroger; depuis septembre une grève des heures supplémentaires non payées est largement suivie.

Le retrait du projet de la Poste n'est qu'une première victoire des travailleurs finlandais face aux attaques qui leur sont infligées et dont le gouvernement actuel, pressé par les capitalistes, n'entend pas les épargner.

Mais cette victoire peut et doit servir de leçon pour les luttes à venir et d'exemple pour les prolétaires des autres pays: c'est en rompant avec les pratiques bien ancrées de la collaboration de classe et du consensus social, en se lançant dans une grève illimitée et en faisant appel aux travailleurs des autres secteurs qu'il est possible de faire reculer un gouvernement.

Nul doute que les syndicats finlandais feront tout ce qui est en leur pouvoir pour tenter de faire oublier cette leçon.

Aux prolétaires de Finlande et d'ailleurs de s'en souvenir et de la mettre en pratique!

28/12/19

(1) cf. «World Happiness report», 20/3/19

(2) 60% de la superficie forestière exploitée appartient à des propriétaires privés (26% à l'Etat et le reste à des compagnies forestières, etc.): ils sont plus de 600 000 (soit près de 14% de la population), la moitié d'entre eux n'ayant que de petites propriétés (moins de 2 hectares).

(3) Ils sont en particulier hostiles à l'apprentissage obligatoire du suédois à l'école. Le suédois est la deuxième langue officielle du pays, la minorité suédophone constituant environ 5% de la population.

« Il Comunista »

Nr.162 - Décembre 2019

Nell'interno

- Proletariato e mezze classi
- L'Italia è una voragine in cui finiscono miliardi per "riparare", non per "prevenire"
- Fiat-Chrysler e sindacato UAW: storia di normale corruzione
- Sulla Savona-Torino
- Venezia: il fenomeno dell'acqua alta svela che il capitalismo è l'economia della sciagura!
- SPAGNA: Elezioni generali.
- Argentina. La deviazione elettorale viene in aiuto di un capitalismo in fallimento economico
- La spinta oggettiva dei proletari a lottare per vivere, trova un'ulteriore conferma nei tentativi di organizzarsi al di fuori delle tradizionali istituzioni tricolori
- Francia. I ferrovieri di Châtillon
- "Diritto di manifestare" ?
- Colpo di Stato civile-militare in Bolivia. Per l'indipendenza di classe! Per la lotta rivoluzionaria proletaria!
- Haiti: esplosione sociale
- Colombia. Masse proletarie in lotta
- Cile: Solo la lotta della classe proletaria indica la strada da seguire
- Rivolta in Ecuador.
- Solidarietà con la lotta dei proletari del Libano!
- Iraq. I giovani manifestano, le forze dell'ordine borghese sparano
- Algeria. No alla mascherata elettorale
- Siria: interessi borghesi e imperialistici contrapposti alimentano di continuo una guerra senza fine.
- Poggioreale, dove il rispetto della "dignità" non esiste
- Nelle carceri americane è morto Tom Manning
- Solo la classe operaia è quella che produce tutti i valori

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 12

Vive la lutte des prolétaires et des masses d'Equateur !

Depuis le début du mois d'octobre l'Equateur, pays d'Amérique du Sud de 16 millions d'habitants environ, est secoué par un puissant mouvement de protestation ; par crainte des manifestants le gouvernement a jugé plus prudent de quitter la capitale, Quito, pour s'installer dans la ville portuaire de Guayaquil, la deuxième ville et capitale économique du pays, où les troubles ont été jusqu'ici moins importants.

Ce mouvement a été déclenché par la décision du président Lenin Moreno de mettre en application par décret de tout un package de mesures d'austérité élaborées en accord avec le FMI pour rétablir l'équilibre des finances du pays. Les milieux financiers internationaux saluèrent alors la détermination du président équatorien, qui tranchait avec la modération, selon eux, du gouvernement argentin de Macri dans l'application de « réformes » antisociales. Les mesures décidées comportent la suppression des subventions du carburant, ce qui a provoqué un doublement du prix de l'essence (120% d'augmentation), une réduction des impôts sur un certain nombre d'importations, la possibilité de baisser les salaires de 20% en cas de renouvellement d'un CDD, etc. Ce décret devrait permettre le déblocage d'un premier versement du FMI de 250 millions de dollars, dans le cadre d'un prêt qui atteindrait les 4,2 milliards de dollars (équivalent à la dette du pays).

Moreno, élu en 2017, était un politicien « socialiste » proche du précédent président Rafael Correa, qui après son élection en 2006 est devenu une icône de la gauche réformiste en Amérique Latine, en prétendant réaliser une « révolution citoyenne ». Pendant une bonne partie des dix années de présidence Correa l'Equateur a connu une

croissance économique notable, due principalement aux exportations pétrolières qui représentent plus du tiers des revenus du pays (ils ont permis des investissements étatiques dans les infrastructures dont se vantent les partisans de Correa) ; la paix sociale a été achetée grâce à une certaine redistribution de la rente pétrolière et à la collaboration des organisations syndicales. Mais le caractère pro-capitaliste et même réactionnaire du « gauchiste » Correa, soutenu au départ par les organisations de gauche, s'est manifesté par son refus de la réforme agraire ou son opposition à la légalisation de l'avortement (même en cas de viol). Il n'hésitera pas à s'opposer aux actions des petits paysans ou paysans sans terre indigènes contre les grands propriétaires ou aux luttes ouvrières.

Les dernières années ont été marquées par une récession consécutive à la chute des cours du pétrole qui a entraîné un recours à l'endettement pour maintenir l'activité économique et le fonctionnement de l'Etat. A court de ressources, le gouvernement Correa avait entamé dans la dernière période une politique de privatisations tout en réduisant les impôts pour les capitalistes et il s'était tourné vers la Chine, qui est devenue le plus gros prêteur au pays et l'un des plus grands investisseurs, notamment dans le pétrole, où l'Equateur possède d'importantes réserves non exploitées.

Après son élection, Moreno, accusant son ancien mentor d'être responsable de l'état économique désastreux du pays, s'est résolu à faire appel au FMI pour combler les déficits des finances publiques. Et pour le FMI comme pour les gouvernements bourgeois, il n'existe qu'une seule façon d'y arriver : faire payer non les capitalistes, mais les pauvres, c'est-à-dire s'attaquer aux pro-

Equateur ...

létaires et aux masses, petites bourgeoises y compris.

Ce sont ces dernières qui ont réagi les premières : les transporteurs, les propriétaires de taxi, étranglés par la hausse du prix de l'essence ont commencé à manifester et à cesser leurs activités. Ils ont été rejoints par les paysans indigènes, qui ont une tradition de lutte (voir les manifestations de 2015), et le mouvement de révolte s'est étendu à tout le pays.

GRÈVE GÉNÉRALE

Lundi 7 octobre le gouvernement s'est transféré à Guayaquil et il a décrété l'état d'urgence pour 60 jours sur tout le territoire, mobilisant 74 000 soldats et militaires pour maintenir l'ordre bourgeois.

Cela n'a pas empêché le déclenchement d'une grève générale à partir du 9 octobre sur l'objectif du retrait des mesures gouvernementales, la CONAIE (1) envoyant dans tout le pays 4 à 5000 adhérents dans la capitale pour aider les manifestants. Des routes ont été coupées dans tout le pays, des immeubles officiels occupés, et la production pétrolière interrompue, tandis qu'à Quito l'assemblée nationale était attaquée et envahie. Quelques dizaines de policiers et de soldats ont même été faits prisonniers par les manifestants à divers endroits du pays (avant d'être relâchés).

Alors que le drapeau national est en général brandi par les manifestants, conformément à la nature petite bourgeoise de beaucoup d'entre eux, notamment les paysans indigènes de la CONAIE, un certain nombre brandissaient à Quito le drapeau rouge en scandant le slogan : « *notre drapeau est rouge comme le sang de la classe ouvrière* ». C'est la démonstration de l'entrée en lutte de secteurs ouvriers.

Vendredi 11 octobre, devant l'échec de la répression (5 morts, des centaines de blessés et d'arrestations) à mettre fin au mouvement, le président (qui avait accusé le Venezuela et Correa d'être à l'origine des troubles) a appelé au « dialogue » dans une intervention télévisée. La réponse des masses a été sans appel : les grèves ont continué de même que les manifestations qui ont pris un tour violent à Quito : édifices publics incendiés, télé gouvernementale attaquée ainsi que des journaux de droite, etc. Le gouvernement a alors décrété samedi 12 le couvre-feu dans la capitale.

Mais parallèlement certaines organisations d'opposition ont entamé plus ou moins ouvertement des négociations pour trouver une issue à la crise et éviter qu'elle n'ébranle le système bourgeois ; c'est le cas de la CONAIE qui est peut-être la force la plus organisée

dans le mouvement de protestation actuel. Auparavant elle avait fait appel le 9 octobre à l'armée pour qu'elle se range du côté du peuple ! Un tel appel n'est pas innocent : les petits bourgeois, indigènes ou non, ne peuvent comprendre que l'armée est fondamentalement le bras armé de la domination bourgeoise et qu'elle se tournera donc toujours contre les prolétaires et les masses exploitées. Le gouvernement a aussi demandé à l'Eglise qu'elle serve de « médiateur » avec les autres forces d'opposition comme les syndicats (FUT, etc.) en vue d'arriver à un « compromis ».

Il n'y a pas de doute que ces organisations et partis collaborationnistes et petits bourgeois qui s'emploient à orienter le mouvement dans une direction nationaliste et interclassiste, c'est-à-dire bourgeoise, répondront à cet appel.

Pour vaincre les prolétaires et les masses équatoriennes doivent à l'inverse se mobiliser pour des objectifs de classe ; il leur faut s'organiser indépendamment des petits bourgeois qui s'apprêtent à les **trahir**, sans craindre de briser

l'« unité populaire » ni de mettre en péril les « intérêts de la nation ». Les seuls intérêts qu'ils doivent défendre sont leurs intérêts de classe, communs aux prolétaires de tous les pays.

Dans ce combat il leur faudra aussi travailler à la reconstitution du **parti de classe international** avec leurs frères de classe des autres pays. C'est une tâche qui ne sera pas réalisée du jour au lendemain, mais le cycle de luttes qui s'annonce en Amérique Latine et dont les masses équatoriennes fournissent un exemple éclatant pourra permettre de faire les premiers pas dans cette direction.

**Vive la lutte des prolétaires et des masses exploitées d'Equateur !
A bas le capitalisme et l'Etat bourgeois !
Vive la révolution prolétarienne internationale !**

13/10/2019

(1) Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur

Chili Contre la hausse du prix des transports ! Contre la cherté de la vie ! La lutte de classe prolétarienne montre la voie

Depuis 3 jours les troubles provoqués au Chili par la hausse du prix du ticket de pétro, s'étendent à tout le pays. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence, l'armée a assumé le contrôle de la sécurité publique dans les principales villes du pays et alors que les manifestations et les affrontements avec la force de l'ordre continuent, on dénombre déjà au moins 15 morts et 88 blessés par balles et pus de 1500 arrestations.

La Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), le principal syndicat du pays, a appelé à une grève générale pour le mercredi 23 contre l'augmentation des prix des transports en particulier et plus généralement contre la hausse continue des prix des produits de première nécessité, alors que les salaires restent pratiquement gelés. Entretemps le gouvernement dirigé par le milliardaire Sebastian Pineira s'est ouvertement moqué des prolétaires en les appelant à se lever plus tôt pour éviter les heures d'affluence dans le métro, alors qu'ils sont déjà obligés de perdre plusieurs heures chaque jour pour se rendre à leur travail.

En dehors même de la hausse du prix des transports la situation au Chili est

vraiment difficile tant pour les prolétaires employés dans l'économie régulière que pour ceux qui sont obligés de travailler au noir, aussi bien pour les habitants des grands quartiers ouvriers de Santiago, Valparaiso et Concepcion que pour ceux des bidonvilles des périphéries urbaines. L'Université Catholique du Chili a calculé que durant la dernière décennie le prix du logement à Santiago (la capitale) a augmenté de 150%, celui de l'électricité de 10%, l'inflation annuelle étant estimée à 2,5%. Si le salaire médian est de 13 000 dollars, 70% de la population vit avec moins de 770 dollars par mois ; cela signifie qu'il existe une grande polarisation de la richesse, plongeant une grande partie de la population au-dessous du seuil de pauvreté. Dans le « paradis chilien » comme l'appellent les économistes bourgeois en raison de sa supposée prospérité, 10% des habitants en âge de travailler sont au chômage, et plus de 20% parmi les jeunes. Sans doute que par rapport à d'autres pays latino-américains, y compris l'Argentine, la situation chilienne semble moins

(Suite en page 10)

Chili

Contre la hausse du prix des transports ! Contre la cherté de la vie ! La lutte de classe prolétarienne montre la voie

(Suite de la page 9)

épouvantable pour les prolétaires ; mais on sait que sous le capitalisme la prospérité, la richesse, la bonne marche de l'économie, signifient pauvreté et misère pour la majorité de la population.

Les révoltes de ces derniers jours démontrent que la classe prolétarienne chilienne qui souffre de la hausse des prix des transports, du logement, de la semaine de travail toujours plus longue, des bas salaires, etc. a eu une force suffisante pour répliquer à la énième attaque de la bourgeoisie. Les émeutes, le pillage de magasins et des grandes surfaces, les incendies de certaines entreprises comme les affrontements avec la police dans tous les quartiers ouvriers et les grandes villes, sont la démonstration de la colère d'une classe prolétarienne qui supporte sur son dos la bonne marche de l'économie nationale, avec cette croissance du produit national brut qui fait l'orgueil des dirigeants du pays. C'est une colère spontanée, ni canalisée ni organisée, où se mêlent des scènes de pillage à des attaques contre l'ennemi de classe... Mais c'est la colère que la classe ouvrière a mûri en son sein depuis que la démocratie a été réinstaurée, il y a près de trente ans : ce furent les ouvriers qui payèrent le prix de la reconstruction et de la réconciliation nationales avec ceux qui les avaient assassinés et torturés pendant dix-huit ans.

L'état d'urgence décrété par le gouvernement Pineira dimanche dernier est la réponse la plus claire et la plus brutale que la bourgeoisie chilienne pouvait donner aux manifestations de rue : confier le contrôle de l'ordre, c'est-à-dire la répression, à l'armée n'est pas une mesure en l'air dans un pays où cette même armée a gouverné avec une main de fer pendant presque deux décennies, consacrant une bonne partie de ses forces à arrêter, assassiner et torturer les prolétaires les plus combattifs. Encore aujourd'hui, selon une publication récente du Congrès nord-américain, cette armée est l'un des plus « professionnels » du continent. Le fait que les soldats patrouillent dans les quartiers prolétariens avec leurs armes pointées sur les habitants, est une déclaration d'intention claire et nette du gouvernement : ni le Palais présidentiel de la Moneda, ni les casernes, ni les conseils d'administration des principales entreprises du pays ne vont tolérer que les prolétaires descendent dans la rue pour demander une amélioration de

leurs conditions d'existence.

De leur côté les courants politiques d'opposition ont été aussi très clairs : *« on ne peut demander au gouvernement de dialoguer à la condition qu'il mette fin à l'état d'urgence (...). En tant qu'opposition nous ne cherchons absolument pas à déstabiliser le gouvernement Pineira qui doit de façon urgente annoncer et mettre en œuvre un agenda social qui contienne des concessions immédiates »*. Ces paroles d'un des principaux dirigeants de l'opposition éclairaient parfaitement ce que les prolétaires peuvent attendre des partis de la gauche parlementaire : en premier lieu le gouvernement doit contrôler les révoltés, c'est pourquoi ils ne remettent pas en question l'état d'urgence.

Pour juger de l'attitude de la CUT, il suffit de constater qu'elle a attendu près d'une semaine avant d'appeler à la grève générale du 23. Et jusqu'au dernier moment elle a offert de renoncer à cet appel si le gouvernement faisait preuve de bonnes intentions ! Au moment de la crise sociale la plus grave connue par la démocratie, au milieu de troubles qui avaient fait plus d'une dizaine de morts..., la CUT a pris une semaine pour appeler à la grève laissant tout ce temps au gouvernement pour militariser le pays et transformer les rues en fortins militaires. Mais cette attitude se comprend mieux si nous lisons le communiqué du 21 octobre de la CUT. Après avoir limité ses revendications au « retour la normalité » elle y affirme, à propos des troubles des jours précédents :

« mais tout aussi clairement nous condamnons de la façon la plus énergique la violence irrationnelle engendrée par l'attitude du gouvernement, qui a permis des actes de vandalisme et de délinquance de groupes minoritaires, alors que la grande majorité du pays a manifesté de manière pacifique et organisée sur tout le territoire. Il est absurde de détruire le métro qui n'est pas utilisé par les puissants mais par les travailleurs et les travailleuses, il est condamnable de piller des magasins, dont certains de petits commerçants et de détruire des biens publics. Cette violence irrationnelle ne sert qu'aux puissants pour justifier la répression et la militarisation du pays. Mais nous laissons aussi ouverte la question de l'absence suspecte de surveillance et de protection policière du réseau du métro, de magasins et de bâtiments, juste au moment où opéraient ces groupes d'origine inconnue et suspecte ».

Alors que le prolétariat manifestait

dans les rues, s'affrontait à la police pour se défendre, sabotait les transports publics comme moyen de protestation, alors qu'il était réprimé et assassiné, la CUT condamnait la violence, accusait les travailleurs qui participaient aux protestations « violentes » d'être alliés au gouvernement.

La classe prolétarienne chilienne est capable de tirer de ces affrontements et de ceux qui suivront tôt ou tard, les leçons de sa propre histoire, qui est la même histoire qui pèse sur le prolétariat de toute l'Amérique Latine. La démocratie, le respect de la légalité parlementaire, le réformisme revêtu des habits parlementaires furent la cause de sa défaite aux moments des plus grandes tensions sociales. Durant les tragiques années de 1970 à 1973, la confiance dans le courant opportuniste que représentaient Allende et l'« Unité Populaire », conduisit à une série de lourdes défaites, dont la dernière fut l'instauration de la terreur bourgeoise par le plus démocratique et constitutionnel chef militaire, Augusto Pinochet. Au cours de ces années, les puissantes mobilisations de la classe ouvrière, qui trouva dans les *cordons industriels* une de ses formes caractéristiques de lutte, purent être canalisées grâce à l'influence parmi les travailleurs du mythe de la démocratie et de la voie graduelle vers le socialisme. La lutte immédiate menée avec grand courage et grande force sur le terrain de la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, que la lutte politique, qui se définissait autour d'une nébuleuse « voie nationale au socialisme ».

La lutte économique dans les usines et les quartiers ouvriers était difficilement contrôlable par la bourgeoisie parce que la classe ouvrière y exprimait plus directement sa force spontanée ; mais finalement elle put être assujettie à la défense de l'économie nationale, qui avait alors comme drapeau la nationalisation des plus grandes entreprises des secteurs primaire et secondaire de l'économie. La lutte politique fut limitée à un réformisme à toute petite échelle qui évita systématiquement de froisser les privilèges de classe de la bourgeoisie. Au point que la conspiration militaire patronnée par le gouvernement des Etats Unis se déroula au grand jour en même temps que l'Unité Populaire exigeait des prolétaires calme et retenue.

1973 fut la victoire de l'action combinée de l'opportunisme pseudo socialiste et de la répression bourgeoise ouverte et sanglante. Le prolétariat chilien doit en retenir les leçons appropriées : la classe bourgeoise utilise aussi bien l'armée et la force brute que le cirque parlementaire et la défense de la démocratie pour écarter la classe prolétarienne de son terrain de lutte propre où la bataille se livre avec des métho-

Coup d'État civico-militaire en Bolivie Ni Morales, ni Mesa-Camacho, ni l'armée ! Pour l'indépendance de classe ! Pour la lutte révolutionnaire prolétarienne !

Depuis des semaines, les forces réactionnaires boliviennes dénonçaient la réélection contestable du président Evo Morales. Cela se traduisait par des manifestations, des blocages de route et des violences de rue.

Selon le quotidien *Le Monde* (4 novembre) « Deux Bolivie, irréconciliables, se font face. D'un côté, une opposition polymorphe, divisée entre partis politiques, organisations citoyennes structurées et citoyens, parmi lesquels beaucoup de jeunes, étudiants et lycéens. Une majorité d'entre eux est issue des classes moyennes et supérieures, plutôt métisse et blanche – même si des groupes indigènes s'y retrouvent. De l'autre, les soutiens du président Evo Morales qui incarnent une Bolivie de la ruralité et des périphéries : paysans, mineurs, cultivateurs de coca, ouvriers et organisations syndicales. »

En réalité il ne s'agit pas d'un affrontement entre prolétaires et bourgeois, mais entre deux fractions bourgeois dont l'une, « de gauche », s'appuie sur les organisations pratiquant la collaboration entre les classes y compris pour mener un politique plus indé-

pendante de certaines institutions impérialistes comme le FMI et la Banque Mondiale et qui essaye de trouver auprès de l'impérialisme chinois un parain de rechange ; tandis que l'autre s'appuie sur certains secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie tout en recherchant le soutien de Washington. Avec la démission de Morales, et son exil au Mexique, c'est cette dernière qui a gagné dans l'affrontement.

UN COUP D'ÉTAT REACTIONNAIRE

C'est moins une soit disant « mobilisation citoyenne » que les manœuvres des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie et les pressions de l'impérialisme américain qui ont renversé le président au pouvoir depuis quatorze ans.

Dimanche 10 novembre matin, l'Organisation des États Américains (OEA) a publié un rapport donnant raison à l'opposition, selon lequel les élections du 20 octobre dernier n'auraient pas été remportées, dès le premier tour, par Evo Morales. Ce dernier a d'abord annoncé l'organisation d'un nouveau scrutin ainsi que le renouvellement du Tribunal Électoral, accusé de partialité. Dans la journée, la situation a basculé : l'armée, qui se tenait jusqu'à présent en retrait, a demandé la démission du président. Elle a rejoint plusieurs unités de police qui se sont mutinées contre le gouvernement.

La « démission » de Morales a été suivie de celles de son vice-président et des présidents des deux chambres ainsi que plusieurs gouverneurs et maires de son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS). La vice-présidente du Sénat, membre de l'opposition, a donc succédé à Morales et a annoncé qu'une élection présidentielle sera organisée en janvier 2020.

Mesa, l'adversaire de Morales à la présidentielle, était vice-président pendant la « guerre du gaz » de 2003 qui a vu le prolétariat se révolter face à la hausse des prix, au prix d'une centaine de morts. Pendant sa campagne, il s'est prononcé pour un rapprochement avec les États-Unis et du Brésil de Jair Bolsonaro (*L'Humanité* 24 octobre). Camacho, le leader de la droite et du « comité civique » de Santa Cruz, s'est pavané au siège du gouvernement, Bible à la main. Cet opposant est un évangéliste, un fondamentaliste chrétien, qui se targue d'avoir l'appui de l'impérialisme yankee. Il a revendiqué la mise en place d'un

« gouvernement de transition » avec une participation des militaires.

Pour couronner le tout, Trump s'est félicité du renversement du président pseudo-socialiste de Bolivie.

Le caractère réactionnaire des nouveaux maîtres du pays ne fait pas de doute. Le *Washington Post* estime que « l'opposition d'extrême droite, [...] contrôle maintenant clairement le pays » (cité par courrierinternational.fr, « Evo Morales se réfugie au Mexique tandis que la Bolivie plonge dans le chaos », 12 novembre)

MOBILISATION PROLETARIENNE CONTRE LE COUP D'ÉTAT

Les prolétaires de La Paz et d'El Alto se sont levés contre le nouveau pouvoir. Ils savent que c'est un ennemi résolu de leur classe mais aussi un pouvoir revanchard qui méprise et déteste les masses indiennes qui pensaient avoir trouvé en Morales un représentant. On ne sait pas encore autour de quels mots d'ordre la mobilisation ouvrière se fait.

Il existe un sentiment pro-Morales chez les prolétaires. Il est dû à une amélioration de la situation économique et sociale : « le programme économique qu'Evo Morales a mis en place dès son arrivée au pouvoir en 2006 est, selon tous les indicateurs, le plus réussi et le plus stable de la région. »

Ces treize dernières années, le PIB a bondi de 9 milliards, à plus de 40 milliards de dollars, le salaire réel a augmenté, le PIB par habitant a triplé, les réserves de change sont à la hausse, l'inflation n'est plus un problème, et l'extrême pauvreté a chuté, passant de 38 % à 15 %, soit une baisse de 23 points. À titre de comparaison, sur la même période, l'extrême pauvreté n'a diminué en Uruguay et au Pérou que de 2,3 % et de 12 %, respectivement. » (« Le miracle économique de la Bolivie », Deutsche Welle cité par *Courrier International*, 9 août).

La croissance capitaliste a permis d'améliorer les conditions d'existence des masses pauvres grâce à une politique de dépenses publiques et de mesures de redistribution, comme le quatorzième mois ou les allocations sociales. Malgré cela l'exploitation reste féroce et le prolétariat et la paysannerie pauvre vivent toujours dans la misère et le besoin.

Loin des balivernes « socialistes » de Morales et du MAS, c'est un développement capitaliste qu'a connu la Bolivie. Ce développement s'est basé sur

Chili ...

des et des moyens réellement classistes. Aujourd'hui les prolétaires sont descendus dans la rue dans un véritable conflit social pour défendre leurs conditions de vie élémentaires. Face à eux ils trouvent de nouveau l'armée et les organisations pseudo-ouvrières qui essayent de canaliser sa lutte vers la confiance en l'État bourgeois, vers la renonciation à la lutte classiste qu'elles qualifient de violente et dépourvue de sens. Le dilemme est toujours le même : ou la rupture avec la collaboration de classe que ces positions conciliatrices impliquent, ou la chute non tant dans le néant politique que représentent ces organisations, mais dans la répression la plus impitoyable.

Pour la défense intransigeante des conditions de vie de la classe prolétarienne !

Pour le retour à la lutte de classe prolétarienne !

Pour la reconstitution du parti communiste, international et internationaliste !

Coup d'État civico-militaire en Bolivie

(Suite de la page 11)

les exportations de matières premières en particulier le gaz.

LES IMPASSES COLLABORATIONNISTES

Le collaborationnisme syndical, fidèle à sa longue tradition de suivisme des forces bourgeoises dominantes, s'est lui aussi rallié au renversement de Morales. La Confédération Ouvrière Bolivienne, longtemps l'un de ses principaux soutiens, a déclaré dimanche que « *si pour éviter que le pays ne tombe pas dans la guerre civile, il faut que le président démissionne, et bien qu'il démissionne* ».

Les partis trotskistes ont une influence indéniable en Bolivie. Cette force est, une fois de plus, mise au service de mots d'ordre typiquement bourgeois. Le Partido Obrero Revolucionario (POR Masas) appelle à une « *assemblée populaire* » et à porter au pouvoir un front interclassiste d' « *ouvriers, paysans, classes moyennes pauvres* » (*Insurreccion*, 22 octobre 2019). Les trotskystes brésiliens du Partido Operario Revolucionario (POR-Massas) dénoncent le « *gouvernement antinational* » de Moreno et appelle à un « *front anti-impérialiste* » (www.pormassas.org 9 octobre). La Liga Obrera Revolucionaria (LOR-CI) revendique une très classique (et très bourgeoise) « *Assemblée constituante libre et souveraine* » (www.laizquierdadiario.com, 24 octobre) et le Movimiento Socialista de los Trabajadores pour une « *programme de*

vraie nationalisation des ressources sous contrôle ouvrier » (*Chasqui Socialista*, septembre 2019).

De leurs côtés, les « marxistes-léninistes » du Parti Communiste Révolutionnaire se font également les champions de solutions bourgeoises avec une « *alternative patriotique, démocratique et populaire* » (tinta-roja.com, 10 novembre) et une « *véritable démocratie populaire* » (22 octobre).

UNE SEULE ISSUE : LE RETOUR A LA LUTTE CLASSISTE

Comme au Venezuela, les prolétaires ne doivent pas se laisser abuser. Morales, Camacho, Mesa et Cie sont tous des ennemis. Aucun n'est préférable à l'autre. Ils doivent tous être combattus. L'« *assemblée constituante* », le « *gouvernement ouvrier paysan* », le « *pouvoir populaire* »... ne sont que des fables qui cherchent à les détourner du combat de classe. Sans parler des appels patriotiques sur l'indépendance nationale avec la nationalisation des ressources naturelles ou des multinationales.

Les prolétaires et les masses déshéritées de Bolivie seront confrontées aux mêmes problèmes quel que soit leur président, car tous ces politiciens bourgeois, de gauche ou de droite, ne font que suivre les injonctions du capital. Pour que leur lutte de résistance ne puisse être détournée et stérilisée sur des objectifs bourgeois, il faudra qu'elle s'attaque au capitalisme lui-même et à son État, c'est-à-dire qu'elle s'affirme ouvertement comme lutte de classe. Les pro-

létaires de ce pays pauvre de onze millions d'habitants, ont derrière eux une riche tradition de luttes ouvrières, mais ils ont aussi une longue tradition de trahison par les partis qui prétendent les représenter.

Ils ne doivent compter que sur leurs seules forces, ils ne peuvent faire confiance à aucun sauveur ; leur perspective de peut-être celle d'une union nationale ou populaire pour défendre une forme de l'État bourgeois et le capitalisme national : leur perspective ne peut être que celle de la révolution prolétarienne internationale pour renverser tous les États bourgeois ! En attendant la seule voie sûre pour se défendre contre leurs ennemis est la lutte indépendante pour leurs seuls intérêts de classe. Cette lutte de classe pose le problème de la constitution de leur organe politique, le parti de classe indispensable pour diriger la lutte de défense immédiate contre le capitalisme, dans la perspective de son renversement quand les conditions objectives le rendront possible. C'est là une tâche historique qui ne pourra être résolue par les seuls prolétaires de Bolivie, mais qui nécessite la collaboration des prolétaires du monde entier.

Pour la lutte révolutionnaire de classe !

Pour la révolution communiste mondiale !

13/11/2019

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

Luttes des masses prolétariennes en Colombie: Pour une orientation et une organisation de classe!

Depuis une semaine la Colombie est à son tour le théâtre de grands mouvements de lutte contre l'austérité capitaliste infligée par le gouvernement.

Quinze mois après l'élection du président Duque, le mécontentement social contre le gouvernement s'est généralisé surtout en raison de la précarité dont souffrent les grandes masses; il n'est donc pas étonnant que selon les sondages d'opinion il enregistre un taux de 69% d'opinion défavorables.

Pourtant l'économie du pays aurait connu un taux de croissance de 3,3% en rythme annuel au dernier trimestre. Malgré cela le chômage ne baisse pas et il atteint officiellement les 10,2%. Mais il faut ajouter que la Colombie a un bataillon de 12 millions d' « emplois informels » où les travailleurs ne jouissent d'aucune protection sociale ni de contrat de travail. 40% des travailleurs

touchent moins que le salaire minimum et à moins qu'ils ne le fassent à leur propre compte, ils n'ont aucune possibilité de toucher une pension de vieillesse: sur 8 millions de salariés seuls 3 millions ont droit à une retraite. « *Travail décent et pensions dignes !* » était un des thèmes centraux des mobilisations et de la grève générale. Cette situation sociale se vit au milieu d'un climat de terrorisme d'Etat qui s'exprime dans le massacre d'indigènes, la répression des militants syndicaux et de quartiers – allant jusqu'à l'assassinat d'une candidate aux élections municipales. C'est une situation habituelle dans ce pays andin qui ne réussit toujours pas à surmonter les profondes blessures laissées par la guerre civile. La tension a augmenté encore récemment après le bombardement d'une supposée zone de guérilla, tuant 8 enfants

que les militaires ont présentés comme des guérilleros. Il faut souligner que parmi les revendications des organisateurs de la grève générale, se trouve celle de mise en pratique de l'accord de paix avec les FARC passé par le gouvernement précédent.

Le gouvernement prépare un ensemble de mesures anti-ouvrières demandées par les capitalistes : diminution des pensions de retraites, salaire minimum pour les jeunes baissé de 25%, fin du salaire minimum national, fin des contrats de travail, diminution des impôts pour les grandes entreprises, privatisations, etc. C'est particulièrement contre ce « *paquetazo* » que les syndicats avaient annoncé une grève nationale, la deuxième en quelques mois (la précédente ayant eu lieu le 25 avril) et des manifestations dans tout le pays.

Colombie ...

Exprimant les craintes bourgeoises devant cette grève, le journal *La Semana* écrivait le 16/11: « *Après avoir vu à la télévision comment les foules dans divers pays sont descendues dans la rue pour exprimer leur indignation, c'est maintenant au tour de la Colombie. Après les «Gilets Jaunes» en France et les libertaires à Hong Kong, l'explosion sociale est arrivée en Amérique Latine. En Equateur à cause des mesures drastiques du FMI et en Bolivie à cause des accusations de fraude électorale qui ont fini par la démission d'Evo Morales Mais la mobilisation qui a le plus impressionné, en raison de sa nature massive, agressive et continue, a été celle du Chili, considéré jusqu'ici comme un pays modèle, où ce qui se profile est un référendum pour changer la constitution. Devant ce panorama beaucoup de Colombiens [bourgeois-Ndr] ont la chair de poule* ».

Le Comité National de Grève, qui réunit autour de la CUT (Centrale Unitaire des Travailleurs) différents syndicats catégoriels, organisations étudiantes, féminines et autres organisations sociales, a pourtant fait tout ce qu'il pouvait pour rassurer les bourgeois : la grève était limitée dans le temps et la demande essentielle était l'ouverture de négociations avec les autorités sur le *paquetazo*.

La grève générale commença le jeudi 21 novembre sans beaucoup de troubles ni de violences, bien qu'on ait dénombré dans le pays 3 morts et plus de 250 blessés. Les organisateurs avaient annoncé qu'il y aurait 3 millions de manifestants ; si ce chiffre ne fut sans doute pas atteint, les manifestations furent gigantesques : le ministre de l'intérieur a annoncé le chiffre de 400 000 manifestants dans tout le pays, alors que par exemple dans la seule ville de Cali (la troisième de Colombie), le nombre de manifestants dépassa le chiffre de 450 000 selon des calculs de source indépendante. Ces énormes manifestations (citons aussi, en plus de la capitale, la plus importante depuis des décennies, des villes comme Medellin, Barranquilla, etc.) ont été le résultat de la mobilisation de larges secteurs de la société, les plus importants étant bien sûr les travailleurs de l'Éducation, les ouvriers et les petits paysans : les organisations paysannes indigènes protestent notamment contre l'assassinat de 134 de leurs militants par des hommes de main des grands propriétaires depuis l'arrivée au pouvoir de Duque. A l'appel à la grève s'étaient joints les défenseurs des accords de paix avec les ex-guérilleros des FARC.

Le calme relatif du premier jour fut

assuré en bonne partie par les mesures préventives du gouvernement ; il prit une série de mesures comme la fermeture des frontières avec le Venezuela, le Brésil, l'Équateur et le Pérou, l'arrestation de certains dirigeants, journalistes et même artistes parmi les plus radicaux qui avaient appelé à la grève ; il mit aussi les Forces Armées en état d'alerte maximale.

Toutefois le deuxième jour la situation devint plus tendue et les affrontements avec la police plus violents. Les pillages de magasins, barricades, incendies se multiplièrent dans la capitale Bogota où 75 stations de métro et 79 bus furent attaqués. Comme on pouvait s'y attendre de la part d'un gouvernement aussi répressif que les précédents, Duque décréta le couvre-feu à Bogota (la première fois depuis les années soixante-dix) et déploya l'armée dans la rue. Cette démonstration de force s'accompagna bien entendu d'un appel au dialogue...

Mais des manifestants violèrent le décret de couvre-feu par de nouvelles manifestations et des concerts de casseroles (les « *cacerolazos* », pour la première fois en Colombie). Les dirigeants syndicaux qui avaient déjà condamné les actes de violence lors des manifestations de Bogota, se désolidarisèrent aussi de ces manifestations spontanées.

Cependant la poursuite de l'agitation et l'amplification de la colère après la mort le 25 novembre d'un jeune manifestant, ont obligé le Comité de grève à convoquer une nouvelle grève générale le 27 pour essayer de récupérer le contrôle du mouvement.

Si à Bogota l'armée et la police empêchèrent la fermeture des magasins, la grève semble avoir été largement suivie et les manifestations ont été encore massives, rassemblant des centaines de milliers de personnes une semaine après le déclenchement de l'agitation.

Le gouvernement a tenté de répondre à cette mobilisation un peu comme Macron en France face aux Gilets Jaunes : il a annoncé l'ouverture de « conversations » pendant 4 mois dans tout le pays où la population serait censée s'exprimer, par l'intermédiaire des élus et des organisations de la société civile – initiative soutenue officiellement par l'administration américaine. Les bourgeois connaissent bien la valeur pacificatrice de l'opium démocratique (dans l'article cité plus haut *La Semana*, en parlant des récentes élections municipales et régionales, écrivait que « *la démocratie a mis en action ses soupapes de sûreté qui, sans doute permettront de calmer la colère* »). Mais cette annonce d'une « conversation » ne peut calmer la colère des masses qui se sont mobilisées pour obte-

nir satisfaction de leurs revendications élémentaires.

De son côté le Comité national de grève a ajouté, entre autres, à sa liste de revendications, la dissolution de l'ESMAD (force anti-émeutes) et l'épuration de la police. Comme si l'État colombien, particulièrement répressif et brutal, était tranquillement prêt à adoucir ses méthodes de maintien de l'ordre ! Surtout que selon une déclaration de Fonseca, un dirigeant de la CUT, la journée de grève avait seulement comme but de « *demande au gouvernement qu'il négocie le 'paquetazo'* » : l'objectif est seulement la négociation ! Au lieu d'opposer la force à la force, de répondre à l'obstination gouvernementale par le durcissement du mouvement, le Comité national de grève multiplie les déclarations legalistes et pacifistes Pour éviter que la grève ne prenne un caractère illimité (comme l'ont décidé les étudiants de certaines universités), tout en appelant le gouvernement à la négociation « *dans un esprit patriotique et démocratique* », il a annoncé une nouvelle journée de grève pour le 4 décembre : tactique classique du collaborationnisme syndical pour casser un mouvement de lutte en plein essor...

Comme dans le Chili voisin où les appareils syndicaux ont appelé à la grève générale le 12 novembre, non pas pour la défense des intérêts prolétariens mais pour l'objectif réformiste de l'établissement d'une nouvelle constitution à travers un assemblée constituante, les organisations collaborationnistes en Colombie **trahissent** la lutte des masses prolétariennes qu'elles prétendent diriger.

En Colombie comme au Chili, comme dans toute l'Amérique Latine et dans le monde entier, la crise du capitalisme pousse les prolétaires à la lutte.

Pour avoir une chance de victoire, ils devront d'abord rompre avec tous les faux amis qui les détournent de la lutte de classe en leur proposant de mensongères alternatives démocratiques. Contre ces partis et syndicats qui sont en réalité des défenseurs de l'ordre bourgeois, les prolétaires devront retrouver les armes de la lutte indépendante de classe et se doter de leur organisation politique de classe – le parti révolutionnaire communiste, internationaliste et international. Cela ne pourra se faire du jour au lendemain, mais c'est la voie qu'indiquent objectivement les affrontements actuels.

Classe contre classe ! Le capitalisme ne se réforme pas, il se combat, avant d'avoir la force de pouvoir l'abattre. Dans ce combat, les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner !

Haïti: L'explosion sociale secoue l'ordre bourgeois et le joug impérialiste

Depuis le mois d'octobre, la capitale haïtienne, Port-au-Prince, et les autres grandes villes sont secouées par de puissantes manifestations anti-gouvernementales, accompagnées de fermetures d'usines, d'école et de blocage des transports. Elles s'inscrivent dans la continuité avec les mobilisations qui se succèdent depuis juillet.

Elles se sont traduites par de violents affrontements avec la police et des gangs paramilitaires qui ont voulu les écraser à coup de gaz lacrymogènes, de canons à eau et de tirs à balles réelles. Pour se défendre, les manifestants ont construit des barricades et des barrières routières. Les morts se comptent par dizaines et les blessés par centaines. Le journal web Haïti libre a recensé 94 morts par balles et 49 blessés entre le 1er septembre et le 11 octobre.

UN PAYS RAVAGE PAR LA MISERE

Haïti est l'un des pays les plus pauvres du monde, et il s'appauvrit de plus en plus.

60% des Haïtiens vivent avec moins de 2 dollars par jour, selon le Programme de développement des Nations Unies. 3,67 millions de personnes, soit un tiers de la population, souffrent d'insécurité alimentaire avec comme conséquences directes la faim mais aussi des carences qui provoquent des retards de développement chez les enfants ou une mortalité précoce.

Le système de santé est lamentable : des dizaines de personnes blessées ne sont pas soignées et meurent à cause d'infections qui auraient pu être évitées si elles avaient pu consulter un simple médecin.

Les maigres salaires sont dévorés par une inflation qui dépasse les 20 %. Pour tenter de calmer les prolétaires le gouvernement vient de décréter une hausse de salaires ; elle a été reçue comme une provocation, car elle est inférieure à la hausse des prix : le nouveau salaire journalier de 500 gourdes pour les travailleurs du textile équivaut à 5,2 euros. De leur côté les petits paysans subissent une baisse de plus de 10 % de la production agricole en raison d'une sécheresse. Le chômage est endémique et le mal-logement et les coupures de courant généralisées, d'autant plus que des centaines de milliers de maisons détruites lors du séisme de 2010 n'ont toujours pas été reconstruites.

UN PAYS SOUS LA BOTTE DES IMPERIALISTES

Depuis plus d'un siècle, Haïti, qui

s'était libéré les armes à la main du colonialisme et de l'esclavagisme français, a dû subir les interventions plus ou moins directes des différents impérialistes, et en premier lieu, celles de son voisin américain.

La première occupation impérialiste a duré de 1915 à 1934. Puis, pendant la Guerre froide, Washington a mis en place et soutenu une série de dictateurs impitoyables, dont «Papa Doc», François Duvalier, puis son fils «Baby Doc», Jean-Claude. «Baby Doc» a été chassé du pays par un soulèvement de masse en 1986 et l'impérialisme français lui a offert un plaisant refuge. En 1990, les États-Unis ont appuyé un coup d'État militaire pour chasser du pouvoir le président élu Jean-Bertrand Aristide, un prêtre à la rhétorique populiste dont la politique gênait les sociétés américaines. En 1994, les marines US ont de nouveau envahi le pays, et à partir de 2004, des troupes dites de «maintien de la paix» de l'ONU, dirigées principalement par les États-Unis, le Canada, la France et le Brésil, se sont installées dans le pays pendant quinze ans. Le rôle de ces forces était le maintien, non « de la paix », mais de l'ordre bourgeois, en l'absence d'armée en Haïti. Il est maintenant établi que ce sont ces troupes de l'ONU qui sont responsables de l'épidémie de choléra ce qui a tué près de 10 000 Haïtiens. Véritables troupes d'occupation, elles se sont rendues coupables de multiples viols de femmes et d'enfants, ainsi que de la répression des manifestants et des communautés pauvres.

En plus d'occuper militairement le pays, les impérialistes ont aussi ravagé des secteurs entiers de son économie. Ils ont voulu faire d'Haïti un paradis pour les usines de confection à bas salaires qui sont de véritables bagnes. Le pays a été obligé d'abolir les tarifs douaniers, et il a été inondé de riz étasunien bon marché, ce qui a entraîné la ruine de nombreux agriculteurs. Les entreprises publiques rentables telles que Teleco, la compagnie nationale de téléphone, ont dû être cédées aux multinationales des pays impérialistes qui se sont empressées de jeter à la rue une partie de leurs salariés.

Dernièrement, les vautours impérialistes ont exigé la fin des subventions sur les carburants au nom de... la mise en conformité avec l'accord de Paris sur le climat de 2016. Misère de l'écologie !

Enfin, le pays a été une victime collatérale des affrontements autour du Venezuela : les impérialistes, pour désta-

biliser le gouvernement bourgeois de Caracas, ont empêché la poursuite des programmes vénézuéliens de livraison de pétrole à Haïti. Celui-ci est donc obligé d'acheter du pétrole à des sociétés américaines aux prix du marché mondial, ce qui a rapidement entraîné une incapacité d'importer et donc des pénuries d'essence et des coupures d'électricité. Des écoles et des hôpitaux ont été contraints de fermer faute d'électricité.

UNE PROFONDE COLERE DES MASSES DESHERITEES

Les manifestants se révoltent contre cette situation de misère et de soumission. Ils dénoncent pêle-mêle le manque chronique de carburant et les coupures de courant, l'inflation qui met le prix des denrées de base hors d'atteinte de la majorité de la population, et la dilapidation de l'argent public par les politiciens à tous les niveaux. Ces revendications se sont cristallisées autour de la demande de démission et du jugement du président haïtien Jovenel Moïse, soutenu par l'administration américaine.

Les manifestants dénoncent aussi la présence et le pillage impérialistes. Des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés sur les ambassades de France et du Canada à Port-au-Prince. Le 24 octobre, un journaliste de Radio Canada a déclaré : *«Les murs de Port-au-Prince sont couverts de graffitis contre l'ONU et contre ce que tout le monde appelle le groupe restreint, un groupe de pays donateurs comprenant le Canada et les États-Unis, Union européenne et Organisation des États américains, sans le soutien duquel aucun président haïtien ne peut rester longtemps en poste».*

La colère est renforcée par la violence barbare des cliques bourgeoises contre les protestations. En novembre, des gangs paramilitaires, en lien avec de hauts responsables du gouvernement, ont perpétré un massacre dans un bidonville de Port-au-Prince, La Saline, où vivent de nombreux manifestants : plus de 70 hommes, femmes et enfants ont été sauvagement assassinés et de nombreux logements ont été incendiés.

LE PIÈGE DE L'INTERCLASSISME

Il n'existe pas en Haïti, comme malheureusement dans tous les pays en ébullition sociale de cette zone d'Amérique Centrale et du Sud, une organisation réellement classiste de la lutte des prolétaires, assurant leur indépendance de classe et agissant ainsi comme rempart aux attaques et manœuvres bourgeoises. Les prolétaires et les masses déshéritées sont désarmés face aux manœuvres bourgeoises pour remplacer Moïse. En effet, inquiets de la mobilisation des masses, certaines personnalités de la bourgeoisie haïtienne ont rompu avec ce dernier. Elles ont formé différents «fronts d'opposition» tous aussi

anti-prolétariens les uns que les autres et elles offrent leurs services aux différents rapaces impérialistes

De leur côté, plusieurs douzaines de syndicats haïtiens ont récemment signé une « Déclaration commune pour un gouvernement de salut national » avec des bourgeois, dont les chambres de commerce locales. Mais le salut national, c'est le salut du capital ! Le seul salut dont doivent se préoccuper les prolétaires est celui des exploités et des opprimés et pour ce salut-là, il faut lutter contre les capitalistes et non s'allier avec eux.

POUR LA LUTTE DE CLASSE PROLETARIENNE ! POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE !

Le prolétariat haïtien est faible, désorganisé et désarmé politiquement ; mais il inspire quand même une crainte aux bourgeois car il est prêt à utiliser la force et est en lien direct avec le cœur du système impérialiste mondial avec des milliers d'immigrés, en particulier aux Etats-Unis.

Comme partout ailleurs, l'ordre bourgeois génère son cortège de misère, de privations, de violence, de discrimination... Il n'existe qu'une voie pour s'opposer à cette situation : la lutte contre le capitalisme, la lutte ouvrière unissant tous les prolétaires sur des objectifs non populaires mais de classe, la lutte non nationale mais internationale, la lutte qui se fixe comme but final non la réforme, mais la révolution.

Rendre matérielle la perspective de cette lutte prolétarienne nécessite que la classe ouvrière se dote historiquement de son organe politique : le **parti communiste, révolutionnaire, internationaliste et international**. Mais les masses prolétariennes haïtiennes ont besoin aussi dans leurs luttes immédiates d'organisations de défense qui ne pactisent pas avec leurs ennemis de classe.

Ils ont besoin en outre d'une réelle et forte solidarité internationale, particulièrement de la part des prolétaires des pays impérialistes qui règlent leur sort sur l'autel de la bonne marche des pro-

fits capitalistes et de leur ordre mondial. Cette solidarité est indispensable pour rompre leur isolement : la reprise de la lutte de classe anticapitaliste dans les grands pays capitalistes sera un appui décisif aux luttes des prolétaires et des masses opprimées des pays dominés/

En retrouvant son indépendance de classe, le prolétariat pourra entraîner les masses déshéritées dans sa lutte contre le capitalisme et la société bourgeoise.

Et lorsque les prolétaires se battront sous leur drapeau, il ne s'agira plus de faire tomber un président, de démocratiser l'Etat des capitalistes, mais d'opposer à la sanglante dictature de la bourgeoisie dont il est le pilier, la **dictature révolutionnaire et internationale du prolétariat**, indispensable pour extirper à tout jamais le capitalisme.

Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses exploitées haïtiennes !

**A bas la domination impérialiste !
A bas l'exploitation capitaliste !**

19/11/2019

Algérie : Non à la mascarade électorale et aux illusions démocratiques, oui à la lutte de classe prolétarienne contre le capitalisme !

(Suite de la page 1)

pas se résigner. La confrontation ne peut que continuer et s'envenimer, au fur et à mesure que s'amassent les nuages sur l'économie algérienne. Les attaques de bandes armées contre les manifestants qui ont eu lieu ici où là et le regain de la répression, ne sont qu'un signe avant-coureur des affrontements qui s'approchent et dont les prolétaires doivent être conscients.

*

Après avoir été contraintes au printemps dernier, sous la pression des gigantesques manifestations populaires du Hirak, de renoncer à faire réélire le président potiche Bouteflika pour un 5^e mandat, les autorités algériennes se sont obstinées à organiser une nouvelle mascarade électorale : 5 candidats, issus du système en place, se présentent aux élections présidentielles du 12 décembre, rejetées par une très grande partie de la population : les candidats ont renoncé à mener une campagne électorale en raison de l'hostilité ouverte de la population qui voit avec raison dans ces élections une simple opération pour conforter le pouvoir en place.

Les manifestations qui depuis février se répètent toutes les semaines contre le système, ont connu un déclin inévitable pendant l'été. Le président par intérim Bensalah en avait profité pour clai-ronner que c'était la fin du Hirak ; mais

dès le mois de septembre les manifestations de masse ont repris et elles ont gagné en importance à l'approche de l'échéance électorale.

Pour la 37^{ème} manifestation du Hirak, le premier novembre, jour de la fête nationale commémorant le début de la guerre d'indépendance, c'est une véritable marée humaine qui a envahi les rues d'Alger. Le slogan principal résumant la teneur générale des revendications était « pour une deuxième indépendance ».

Ces références à une « deuxième indépendance », les orientations nationalistes et les professions de foi pacifistes sont la démonstration de la domination politique dans le Hirak de la petite bourgeoisie ; celle-ci redoute la lutte des classes parce qu'elle se situe entre les deux classes antagonistes de la société – capitalistes et prolétaires – dont l'affrontement menace de la broyer, et c'est la raison pour laquelle elle se fait l'avocat d'un « intérêt général » ou « national » au dessus des classes et qu'elle a comme idéal la démocratie. Mais ce prétendu intérêt général n'est toujours en définitive que l'intérêt du capital et la démocratie n'est que l'une des formes de la domination de la bourgeoisie.

Les autorités n'ont pas ménagé leur peine depuis quelques mois pour affaiblir le Hirak : des tentatives de division par la condamnation de porteurs du drapeau berbère à une répression grandissante des manifestants et des manifes-

tations quand c'est possible (comme lors des manifestations d'étudiants, moins nombreuses), au verrouillage des médias et à l'interdiction de réunions d'opposants – sans parler d'arrestations de personnalités autrefois toutes puissantes qui sont présentées comme une lutte contre la corruption telle que le demande la population.

C'est ainsi que début mai, Saïd Bouteflika, l'ancien « homme fort » du clan présidentiel était arrêté avec les généraux Tewfik (ancien chef de la redoutable Sécurité Militaire) et Tartag (successeur de ce dernier comme chef des Services de Sécurité) (1) pour « complot contre l'autorité militaire », en l'espèce le chef d'Etat-major, le général Gaïd Salah, le nouveau dirigeant de fait du pays ; d'autres ont suivi par la suite.

Ces arrestations sont en réalité l'expression des féroces luttes de clan au sein de la classe dirigeante, qui se répercutent au sein de l'Armée, force dirigeante de l'Algérie depuis l'indépendance. Jusqu'ici ces luttes se déroulaient pour l'essentiel hors de vue de la population, mais la détérioration de la situation économique-socio-politique, dont le Hirak est l'expression, les a fait apparaître au grand jour.

UNE « GREVE GENERALE » INTERCLASSISTE ?

L'unanimité populaire et nationale qui caractérise politiquement le Hirak a été un facteur important dans la mobilisation pacifique de très larges couches de la population. Les participants aux

(Suite en page 16)

Algérie ...

(Suite de la page 15)

énormes manifestations en ont retiré un sentiment de puissance, alimenté en outre par l'impossibilité pour le pouvoir de recourir à des mesures extrêmes de répression face à des foules aussi grandes sans provoquer l'explosion qu'il redoutait.

Cependant ces manifestations pacifiques rituelles si nombreuses qu'elles soient, se sont révélées incapables non seulement de faire « dégager » le pouvoir, mais même de lui arracher les moindres concessions. C'est ce qui explique que depuis quelques semaines et avec une insistance de plus en plus forte dans la dernière période, la perspective d'un appel à la grève générale revient au premier plan ; les prolétaires sont en effet le véritable moteur du mouvement qui est né sur le terreau d'une crise sociale rampante. Leur force potentielle va bien au-delà de toutes les manifestations, car ils sont capables de mettre à genoux l'économie du pays. Mais ces perspectives de grève générale ne signifient pas que les intérêts propres des prolétaires soient passés au premier plan : au contraire selon certains la force des prolétaires devrait être mise au service d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

C'est ainsi que le Pacte de l'Alternative Démocratique (PAD) qui regroupe partis trotskystes (PST, PT), néo-staliniens (MDS), berbéristes (FFS), bourgeois libéraux (RCD), etc., accusant dans une conférence de presse le pou-

voir de mettre « *en danger la cohésion sociale et nationale ainsi que la pérennité de l'Etat* », évoque comme moyens d'action « *y compris la grève générale* » – à condition que soit mis en place « *un service minimum dans les secteurs stratégiques* » ! (2). Ou le PST qui appelle à une « *grève générale unitaire* » pour imposer « *l'élection d'une Assemblée constituante souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité des masses populaires* » (3) : une telle Assemblée, pour laquelle le PST appelle les prolétaires à la grève générale, ignorerait les « aspirations » de classe du prolétariat, au profit d'« aspirations » interclassistes !

Les intérêts prolétariens sont à l'opposé : non la cohésion sociale et nationale qui signifie la paralysie du prolétariat, mais le déploiement de la lutte de classe ; non la pérennité de l'Etat bourgeois, pilier de la dictature de la bourgeoisie, mais la lutte pour l'abattre ; non une Assemblée constituante démocratique pour réformer la société, mais le combat révolutionnaire pour renverser le capitalisme et instaurer l'Etat des ouvriers et des exploités : la dictature du prolétariat !

Les chefs militaires dont le vieux général Gaïd Salah n'est que le porte-parole, sont les agents du capitalisme tel qu'il s'est développé en Algérie depuis l'indépendance, en exploitant les prolétaires et en ruinant la petite paysannerie, comme le fait le capitalisme sous tous les cieux. Le Hirak est impuissant dans sa lutte « contre le système » parce que

son interclassisme l'empêche de devenir une lutte anti-capitaliste.

Seul le prolétariat peut mener la lutte contre le capitalisme, entraînant derrière lui les masses exploitées, en union avec les prolétaires des autres pays. Mais pour cela la condition première est qu'il s'organise et combatte sur des positions de classe, pour la défense de ses intérêts propres et qu'il se dote de son organe politique, le parti de classe, pour diriger sa lutte : c'est cela le besoin le plus pressant pour les prolétaires d'Algérie, et du monde !

Non à la mascarade électorale, non aux impasses démocratiques !

Oui à la lutte prolétarienne de classe contre le capitalisme !

Pour la constitution du parti révolutionnaire communiste, internationaliste et international !

10/12/2019

(1) En même temps que ces caciques du régime algérien était arrêtée aussi la « trotskyste » Louiza Hanoune ; connue pour ses compromissions avec l'ancien clan présidentiel la dirigeante du Parti des Travailleurs avait participé à une réunion discrète entre Tewfik et Bouteflika pour discuter d'un renversement de Gaïd Salah, au moment même où son parti faisait mine de reprendre le slogan du Hirak : « système, dégage ! ».

(2) *Liberté*, 9/12/19

(3) Déclaration du Secrétariat National du PST, 16/11/2019

En Syrie, le heurt des intérêts bourgeois et impérialistes alimente une guerre sans fin, reflet de l'avenir que réserve le capitalisme à l'humanité

L'INVASION TURQUE EN SYRIE

Le 9 octobre dernier l'armée turque pénétrait en Syrie accompagnée de milices rebelles syrienne inféodées à la Turquie. Cette invasion survenait après l'annonce américaine du retrait de leurs soldats de cette région contrôlée par les YPG, milices kurdes liées au PKK et qui jusque étaient intégrés dans la coalition militaire dirigée par les Etats Unis intervenant en Syrie et en Irak.

Les YPG se tournaient alors vers le régime de Damas, à qui elles abandonnaient certaines parties du territoire qu'elles avaient occupé en y chassant leurs habitants arabes, qualifiés de soutien des djihadistes. Finalement après quelques jours de combat et des tractations diplomatiques impliquant la Russie et les Etats-Unis un accord de cessez-le-feu était accepté le 22 octobre par la Turquie: les YPG se retiraient d'une

«zone de sécurité» d'une centaine de km de long et une trentaine de km de profondeur, où des militaires turcs et russes organisaient des patrouilles pour vérifier ce retrait.

Les combats auraient fait des centaines de morts parmi les combattants kurdes, mais aussi les civils: Amnesty International a documenté des «crimes de guerre» (bombardements de civils, exécution de prisonniers, etc.) par les soldats turcs et leurs allés. Selon l'ONU plus de 160 000 personnes auraient fui la zone des combats (des chiffres beaucoup plus élevés ont été avancés). La Turquie cherchait avant tout à empêcher la formation d'un proto-Etat kurde à sa frontière, qui ranimerait inévitablement les vellétés autonomistes ou séparatistes des Kurdes en Turquie même.

Ensuite elle cherche à constituer une «zone de sûreté» en dehors du contrôle du régime de Damas pour y reloger

au moins une partie des environ 3,6 millions de réfugiés syriens qui se trouvent sur son sol (sur un total estimé de 5 millions de migrants) et qui sont un fardeau pour l'économie du pays, suscitant en outre de plus en plus des réactions d'hostilité parmi la population; le président turc Erdogan a parlé de réinstaller 1 à 2 millions d'entre eux dans une telle zone (ce qui aurait aussi l'avantage de noyer la population kurde sous ce nombre). Des discussions sont en cours avec les Etats Unis au sujet d'une éventuelle réinstallation, mais Erdogan utilise la question des réfugiés pour faire un chantage vis-à-vis des Européens, en menaçant de leur permettre de se rendre en Europe: «*Ô Union européenne, reprends-toi. Je te le dis encore une fois. Si tu essayes de présenter notre opération comme une invasion, nous ouvrirons les portes et t'enverrons 3,6 millions de migrants*», a-t-il ainsi déclaré

Syrie ...

dans un discours le 10 octobre.

L'Union Européenne accorde pour les réfugiés en Turquie une aide financière pour qu'Ankara joue le rôle de garde-frontière de l'Europe; mais cette somme est faible: 640 millions pour 2019, soit moins de 180 euros par réfugié et par an.

Le retrait américain et l'invasion turque ont provoqué une crise diplomatique: la France et la Grande Bretagne dont des commandos de «Forces Spéciales» combattaient aux côtés des YPG (1) se sont amèrement plaints de n'avoir été prévenues qu'au dernier moment; elles ont condamné l'attaque turque, suivies par les pays européens, la Chine, Israël, les pays arabes opposés à la Turquie (Arabie Saoudite, Egypte, Emirats), etc. Seuls quelques rares pays comme le Pakistan, l'Azerbaïdjan ou le Venezuela soutiennent l'action d'Ankara. La Russie, quant à elle se réserve un rôle de médiateur, empêchant à l'ONU l'adoption de résolutions hostiles à l'intervention militaire turque.

**L'ATTAQUE DU RÉGIME
SYRIEN SUR LA PROVINCE
D'IDLIB**

Avec l'aide irremplaçable de l'aviation russe, les troupes de Damas ont commencé une attaque de la province d'Idlib la dernière région tenue par la rébellion; elle était selon les accords signés entre la Turquie, la Russie, la Syrie et l'Iran, une zone de «désescalade» où pouvaient aller les réfugiés des zones reprises par le régime. Selon les médias des dizaines de milliers de civils fuient les bombardements en direction de la Turquie, où Erdogan a averti que son pays ne pourrait accueillir une nouvelle vague de réfugiés. Des manifestations anti-russes ont eu lieu en Turquie, sans aucun doute avec l'accord tacite du gouvernement: démonstration que le rapprochement actuel d'Ankara avec Moscou ne peut effacer les oppositions d'intérêts entre la Russie et la Turquie au Moyen-Orient, à commencer par la Syrie, alliée de Moscou et adversaire d'Ankara.

**LA SYRIE, CHAMP DE
BATAILLE INTERNATIONAL**

La décision annoncée par Trump de retirer ses «Forces spéciales» de Syrie est motivée par la crainte de l'impérialisme américain d'un enlèvement dans le borbier syrien; déjà le gouvernement Obama avait refusé un engagement militaire plus direct, lorsque, à la grande colère du gouvernement français qui espérait bien y participer, il avait décidé de ne pas bombarder Damas: l'expérience irakienne a laissé des traces. Cela ne signifie absolument pas que l'impérialisme américain se retire du Moyen-Orient ou même seulement de la Syrie. D'ailleurs il resterait sur place plusieurs

centaines de commandos des troupes spéciales avec des dizaines de chars de combat, redéployées en partie en «protection» des puits pétroliers du nord de la Syrie. La production de pétrole en Syrie est très faible par rapport aux grands producteurs mondiaux, mais c'est localement une source importante de richesse convoitée par tous les protagonistes, du régime de Damas à la Turquie et aux groupes rebelles. Les Américains ont assuré qu'ils n'occupaient les champs pétroliers que pour empêcher qu'ils ne tombent dans des mauvaises mains et qu'ils utiliseraient ces ressources pour financer les troupes kurdes; la Russie a dénoncé, non sans raison, un acte de brigandage international.

Le Moyen-Orient a trop d'importance pour l'économie mondiale et du point de vue géopolitique, pour que l'impérialisme en général et les Etats bourgeois de la région, grands ou petits, restent à l'écart des affrontements. Cela est vrai aussi pour le Syrie. En apportant une aide décisive au régime de Damas sur le point de s'effondrer, l'impérialisme russe a réussi à revenir en force au Moyen Orient dont il avait été à peu près complètement écarté dans les décennies précédentes. Ses bombardiers sont secondés par des troupes au sol, soit «régulières» soit sous forme de mercenaires. Les vieux impérialismes français et britannique, autrefois dominants, ont été éjectés de la région dans la première moitié du siècle dernier, mais ils sont toujours attirés par cette zone qu'ils ont occupée et pillée à loisir. Ils cherchent à y revenir, même si c'est dans les fourgons de l'impérialisme américain. Il y a de plus les acteurs régionaux, à commencer par l'Iran dont les milices («Gardiens de la révolution»), en conjonction avec celles du Hezbollah libanais ont pu suppléer au manque de combativité de l'armée régulière syrienne, affaiblie par les désertions, et en continuant par les divers Etats arabes qui, sans envoyer de soldats, financent tel ou tel groupe; sans oublier Israël dont les avions se croisent lors de raids de bombardement avec ceux de la coalition américaine et de la Russie.

**AUCUN SOUTIEN À
L'IMPÉRIALISME SOUS
PRÉTEXTE D'AIDE AUX
KURDES!**

Ces Etats n'hésitent pas à justifier leur intervention avec des arguments quasiment «humanitaires»: la lutte contre les terroristes. Sauf que les terroristes ne sont pas les mêmes selon les Etats...

Les prolétaires ne doivent pas se laisser prendre à cette grossière propagande; les interventions impérialistes ne sont guidées que par des intérêts capitalistes, immédiats ou à plus long terme et elles doivent être à ce titre dénoncées

et combattues sans hésitation. En particulier il faut éviter le piège dans lequel beaucoup sont tombés sous l'influence de la propagande médiatique, du soutien, de façon explicite ou implicite, à l'impérialisme au prétexte de venir en aide «aux Kurdes». L'organe de la IVe Internationale en Grande Bretagne a publié un article qualifiant le retrait américain de «*coup de poignard dans le dos du mouvement national kurde*» et se terminant par un appel à l'impérialisme: les pays de l'OTAN doivent «*imposer des sanctions économiques à Ankara*» et «*fournir des armes au mouvement national kurde*» (2). L'histoire en particulier des Kurdes a suffisamment démontré que la recherche par les dirigeants kurdes d'alliance avec les impérialismes a toujours eu finalement des résultats catastrophiques pour les populations; l'exemple actuel des YPG, en donne une démonstration supplémentaire.

Faire appel à l'impérialisme au nom de la défense d'un mouvement national, c'est de la part de prétendus révolutionnaires, en plus d'une imbécillité crasse, une trahison complète des positions marxistes! Seul le renversement révolutionnaire des Etats de la région et l'instauration du pouvoir des exploités – la dictature internationale du prolétariat – sur leur ruines pourra être définitivement fin à l'oppression des Kurdes, comme à toutes les oppressions et exploitations. La reprise de la lutte de classe anticapitaliste dans les métropoles impérialistes sera le facteur décisif sur cette voie; elle commence par l'opposition résolue à toutes les interventions impérialistes et à leurs partisans, d'autant plus dangereux quand ils se disent marxistes.

**QUESTION NATIONALE KURDE
ET AUTODÉTERMINATION**

Nous avons toujours expliqué que le développement impérialiste du capitalisme n'a pas résolu la question de l'indépendance nationale pour tous les peuples existant dans le monde; il l'a au contraire gangrené en aggravant l'oppression des peuples qui n'ont pas réussi à obtenir cette indépendance nationale, mais aussi de ceux qui l'ont obtenue, y compris grâce à de violentes révolutions anticoloniales, mais qui n'ont pu réaliser un développement économique conséquent, en raison des lois mêmes du capitalisme.

Pour des cas concrets comme celui des populations palestiniennes ou kurdes, nous avons clairement affirmé que la période historique de leur émancipation nationale est désormais passée; mais cela ne signifie pas que la question nationale ait disparu pour elles car elles continuent à subir une oppression nationale systématique. La position marxis-

(Suite en page 18)

Syrie ...

(Suite de la page 17)

te est donc dialectique; les communistes défendent avec Lénine, le **droit inconditionnel à la lutte pour l'autodétermination** pour les populations sujettes à l'oppression nationale (parfois de plusieurs Etats plus forts) ; mais en même temps ils luttent pour l'**unité des prolétaires de toutes les nations**, contre toutes les bourgeoisies, oppresseuses ou opprimées, contre toutes les classes possédantes quelle que soit leur nationalité. Cette position n'est pas contradictoire avec la perspective du programme prolétarien communiste, elle la renforce au contraire.

Comme le disait Lénine à la fin du XIXe siècle, ce serait une grave erreur politique de nier la «*reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination*», même si on estime que ces nations n'auront jamais la force de la réaliser avant la victoire de la révolution prolétarienne internationale.

Abandonner la lutte prolétarienne pour des objectifs de classe au nom de la lutte d'indépendance nationale signifie trahir la classe prolétarienne; mais refuser ce droit à l'autodétermination de la part des prolétaires de la nation dominante est également contraire aux intérêts prolétariens bien compris; cela revient à nier l'oppression nationale et donc à se mettre dans les faits à la remorque de «leur» bourgeoisie au moins dans cette question, affaiblissant leur capacité de lutte contre cette dernière; en outre cela rend impossible l'union avec les prolétaires de la nation dominée dont la bourgeoisie a beau jeu de présenter l'internationalisme prolétarien comme un mensonge hypocrite et la lutte de classe comme le sabotage de la nécessaire union interclassiste face à l'approbation interclassiste de l'oppression nationale dans la nation dominante.

Les prolétaires de cette nation doivent donc démontrer dans les faits et non dans des déclarations abstraites, qu'ils dénoncent sans hésitation et combattent sans conditions la domination exercée par «leur» bourgeoisie; c'est cela qui donnera la possibilité aux prolétaires de la nation dominée de rompre l'union avec leur bourgeoisie pour s'unir avec eux dans la lutte anticapitaliste.

LE RENIEMENT DU LÉNINISME PAR IL PROGRAMMA COMUNISTA

Beaucoup de prétendus marxistes ne comprennent pas cette position dialectique, exposée et mise en pratique par Lénine et les bolcheviks; c'est le cas pour *Il Programma Comunista* qui a publié sur la question une prise de position sentimentale et politiquement dé-

sastruse: «*Colère, émotion et sympathie pour les prolétaires kurdes sous le feu des impérialismes*».

Après avoir dénoncé les méfaits des impérialistes et des fractions bourgeoises kurdes, Il PC élève la voix et adresse aux prolétaires kurdes un sermon à la manière du pape admonestant ses ouailles depuis la Place Saint Pierre de Rome: «*Jusqu'à quand, soeurs et frères prolétaires, supporterez-vous l'horreur d'une bourgeoisie féroce qui (...) vous contraint (...) à une stérile révolte ethnique qui, au prix de votre sang, changera uniquement le passeport de vos (de nos!) oppresseurs? Soeurs et frères prolétaires, transformez la révolte nationale désormais inutile en lutte pour la préparation de la révolution prolétarienne internationale!*».

Suivent une série d'indications et de mots d'ordre ultimistes: «*Détruire l'Etat impérialiste et démocratique pour édifier sur ses ruines l'Etat sans frontières du prolétariat international*»; «*Opposer à la guerre entre Etats capitalistes et à la tromperie des patries la guerre entre notre classe (les prolétaires internationaux, sans réserves) et toutes les bourgeoisies nationales! Transformer la guerre impérialiste bourgeoise en révolution prolétarienne communiste!*».

Peut-être nous a-t-il échappé qu'existent, pas seulement parmi les Kurdes, mais aussi parmi les divers pays du Moyen Orient et en Europe, des organisations de classe et un parti communiste influents, une situation sociale telle que les prolétaires soient déjà objectivement sur le terrain de la lutte révolutionnaire de classe et que les forces du pouvoir bourgeois soient, au moins dans certains pays, fortement affaiblies? En fait rien de tout cela n'existe et Il PC se paye de mots. Quelles seraient les forces politiques capables de réaliser les mots d'ordres qu'il avance? Il y a des années il avait émis l'in vraisemblable hypothèse qu'une fraction du PKK, le parti nationaliste kurde qui est le dirigeant des YPG pourrait donner naissance au parti de classe dans tout le Moyen-Orient (3). Il ne fait plus la même erreur, mais il en fait une autre, en confiant apparemment à la base politiquement inorganisée, aux «soeurs et aux frères», le soin de réaliser directement la transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne, etc.. A quoi bon alors un parti de classe?

Pour Il PC, il n'existe plus de «question nationale» pour les Kurdes (comme d'ailleurs pour les Palestiniens), donc il est inutile de leur reconnaître un droit à l'autodétermination. Après avoir évacué d'un trait de plume le problème, il ne reste plus qu'à sommer les prolétaires kurdes d'abandonner leur «révolte ethnique» «inutile» pour la révolution communiste. Notons au passage qu'Il PC

n'adresse pas d'exhortation similaire aux prolétaires des pays impérialistes impliqués dans le conflit qui ont pourtant objectivement moins d'obstacles à surmonter pour trouver la voie de la lutte de classe, confiant de fait aux faibles prolétaires kurdes la tâche surhumaine de faire ce que leurs frères de classe d'Europe et d'Amérique n'ont toujours pas eu la force de réaliser...

La route qu'ont à parcourir les prolétaires du Moyen-Orient; et tout particulièrement les prolétaires des populations opprimées, est longue et semée d'obstacles d'autant plus difficiles à franchir que le prolétariat des grands pays impérialistes est encore paralysé, incapable de rompre avec l'interclassisme et les pratiques démocratiques. La renaissance du mouvement prolétarien révolutionnaire pourrait-il venir de pays de ladite «périphérie» capitaliste, de prolétaires qui ne vivent même pas dans une nation reconnue et dotée d'un Etat indépendant?

Cela paraît bien difficile, mais comme l'écrivait Lénine, le parti révolutionnaire «*ne se lie pas du tout les mains. Il tient compte de toutes les combinaisons possibles (...) quand il inscrit dans son programme la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination. (...). Ce programme exige seulement qu'un parti réellement socialiste ne pervertisse pas la conscience prolétarienne, n'estompe pas la lutte de classe, ne flatte pas la classe ouvrière avec des phrases démocratiques bourgeoises, ne détruise pas l'unité de la lutte politique actuelle du prolétariat. Cette condition, sans laquelle il n'est pas question pour nous de reconnaître l'autodétermination est fondamentale*» (4).

Nous pouvons ajouter aujourd'hui qu'un parti révolutionnaire ne doit pas égarer la classe ouvrière et les masses exploitées en général avec des phrases ronflantes qui veulent se faire paraître plus révolutionnaires que Lénine, mais qui montrent seulement une fascination romantique pour la lutte armée des milices kurdes dirigées par des couches petites bourgeoises. Le premier pas que devront faire les prolétaires kurdes est la rupture des liens avec les forces bourgeoises et petites bourgeoises, avec les orientations interclassistes, pour s'organiser de manière indépendante de toute force liée à des intérêts bourgeois nationaux ou impérialistes et s'unir aux autres prolétaires de la région, turcs au premier chef: les Kurdes constituent une partie importante du prolétariat de Turquie.

Mais cette rupture et cette union nécessitent que les prolétaires de la nation dominante rompent eux-mêmes avec leur bourgeoisie, démontrent qu'ils ne portent aucune responsabilité dans l'oppression infligée aux Kurdes mais qu'ils la combattent. C'est pour cette raison

qu'il leur faut reconnaître sans conditions le droit à l'autodétermination des Kurdes. Le refuser reviendrait à s'aligner sur le nationalisme de la bourgeoisie dominante, rendant impossible l'union des prolétaires de toutes les ethnies et de toutes les nationalités dans la lutte contre le capitalisme.

(1) La présence de ces troupes en Syrie n'a jamais été annoncée officiellement et on ignore si, comme c'est probable, elles se sont retirées du pays à la suite des Américains dont elles dépendaient étroitement.

(2) cf. <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article6242>. On peut aussi citer l'intellectuel Noam Chomsky, grande figure de la gauche libertaire américaine, et ancien opposant aux interventions militaires de son pays, qui a tenté d'organiser une campagne pour le maintien des troupes américaines.

(3) *Il Programma Comunista* n°1, janvier 1994

(4) cf. Lénine, «La question nationale dans notre programme», Oeuvres, tome 6, p.481-82.

AVERTISSEMENT AUX LECTEURS ET CAMARADES

Par manque de place dans ce numéro, nous n'avons pas pu placer certaines prises de position. Elles sont toutefois toujours accessibles sur notre site www.pcint.org.

Il s'agit des prises de position suivantes:

- En Irak aussi des milliers de jeunes manifestent depuis plus d'un mois dans les rues contre le chômage, le coût de la vie, l'absence de services publics, et entre autres contre la corruption endémique au niveau politique et gouvernemental. Les jeunes manifestent, les forces de l'ordre bourgeois tirent. (31.10.2019)

- «Réforme» des retraites : Pour la lutte de classe ouverte contre les attaques capitalistes ! (30.11.2019)

- Après le succès de la journée du 5/12, les directions syndicales temporisent... Pour vaincre, les travailleurs doivent prendre leur lutte en main et revenir à la lutte de classe ! (07.12.2019)

D'autre part 2 articles n'ont pas non plus trouvé leur place dans ce numéro, il s'agit de:

- Tom Manning. Mort d'un infatigable combattant anti-impérialiste dans les géolés américaines

- Correspondance. Saint-Nazaire : chair à patrons, chair à pollution !

Dans la mesure du possible, ces articles seront reportés au prochain numéro; nous les tenons toutefois à disposition sous format PDF aux lecteurs qui en feraient la demande.

Solidarité avec la lutte des prolétaires du Liban ! Contre les pièges de l'interclassisme et de « l'union populaire » !

Depuis une dizaine de jours le Liban est secoué par des manifestations, des grèves et des barrages de routes dans toutes les régions du pays.

Tout a été déclenché par la colère qui a éclaté spontanément contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement le 17/10 : nouvelles taxes sur l'essence, le tabac, augmentation de la TVA, etc. et aussi taxe sur la messagerie gratuite WhatsApp, très largement utilisée et pas seulement par les jeunes. Mais cette dernière taxe n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : les médias ont rapporté les déclarations de manifestants à Beyrouth affirmant : « nous ne sommes pas là pour WhatsApp, mais pour tout : pour l'essence, le pain, la nourriture, tout. Nous manifestons pour avoir de l'électricité, de l'eau, des emplois, de l'éducation, etc. ». Les manifestants, pour la plupart des jeunes, se sont rassemblés par milliers dès le jeudi 17 octobre sur la Place des Martyrs de la capitale en scandant « le peuple veut renverser le régime », « nous voulons la révolution » ; des magasins ont été attaqués, les principales artères de la ville bloquées par des barrages et des incendies de pneus et d'ordures.

Les jours suivants les troubles se sont étendus à tout le pays : à Tripoli, à Tyr, à Nabatieh, dans la plaine de la Bekaa, du sud au nord, des manifestations de masse et des coupures de route ont eu lieu comme à Beyrouth. On estime à plus d'un million le nombre de manifestants le 20 octobre – pour un pays qui n'a guère plus de 6 millions d'habitants ! Pour la première fois depuis bien longtemps dans ce pays divisé par les rivalités confessionnelles, les manifestations ont rassemblé des participants appartenant à toutes les communautés avec des slogans demandant le départ de toute la classe politique : « tous, ça veut dire tous ! » « nous sommes le peuple, uni contre l'Etat ! ».

A la différence du grand mouvement de protestation de 2015 lors la « crise des ordures », qui était solidement dirigé par des courants petits bourgeois, les forces vives du mouvement spontané actuel se trouvent chez les prolétaires, les chômeurs et les travailleurs précaires – ce qui explique la radicalité des formes de protestation, rompant ouvertement avec la légalité.

Les autorités ont d'abord fait ap-

pel à la répression de la police, de l'armée et de milices, qui a fait officiellement 6 morts, à la dénonciation classique des troubles comme étant causés par des éléments infiltrés payés par des puissances étrangères ; puis elles ont essayé de calmer la situation par la voix du premier ministre Hariri en revenant sur les taxes qui avaient été annoncées et en multipliant les promesses démagogiques comme la réduction du salaire et des privilèges des ministres et des hauts fonctionnaires : venant d'un très riche milliardaire cela ne pouvait que susciter la colère des manifestants (1) !

Le chef du puissant mouvement religieux Hezbollah, qui jouit habituellement d'une influence déterminante sur les habitants chiites des quartiers populaires de Beyrouth et dans le sud, et dont la milice s'est affrontée vendredi 25 à Beyrouth aux manifestants, a appelé le même jour, comme la plupart des partis politiques, à la fin du mouvement ; il a agité en outre le spectre d'une nouvelle guerre civile et le risque du « chaos » qui suivrait le départ du gouvernement. Mais il est remarquable que le Hezbollah a été abandonné par une partie au moins de ses partisans dans les milieux prolétariens : le besoin de réagir pour se défendre contre l'attaque bourgeoise a été cette fois, au moins momentanément, plus fort que les liens religieux et communautaires qui les paralysent en les attachant à ce parti réactionnaire.

Le gouvernement actuel, formé au début de l'année après de longues tractations, est en effet un gouvernement de coalition de tous les grands partis libanais : tous portent donc la responsabilité des mesures d'austérité anti-prolétariennes. La situation économique du Liban est catastrophique avec un lourd endettement (le troisième au monde après la Grèce et le Japon), un déficit de la balance des paiements de 30% (le pire après le Mozambique), un déficit du budget de près de 10%. En avril de l'année dernière une conférence internationale dite « CEDRE » parrainée par Paris, réunissant des dizaines de pays en plus des organisations internationales comme le FMI, a promis de déboursier 10 milliards de dollars en 4 ans pour restaurer les finances du pays, en contre partie de mesures

(Suite en page 20)

Solidarité avec la lutte des prolétaires du Liban !

(Suite de la page 19)

d'austérité. Pour les impérialistes comme pour la bourgeoisie libanaise de toute confession, ce sont les prolétaires qui doivent payer le rétablissement de la santé du capitalisme libanais !

Ces derniers savent pourtant déjà ce que signifie la reprise économique et la reconstruction après la guerre civile, où des milliards de dollars ont été investis, pour la plus grande prospérité des bourgeois. Le Liban est un des pays dans le monde où les inégalités sont les plus fortes (au niveau environ de l'Afrique du Sud et du Brésil). Pendant cette période, les pauvres se sont appauvris tandis que les riches se sont enrichis. Pour ne pas multiplier les chiffres il suffit de dire que selon le magazine américain Forbes, les milliardaires libanais captent 20% du revenu national contre « seulement » 10% aux Etats Unis ou 5% en France.

Par contre les masses prolétariennes souffrent des coupures d'électricité récurrentes (les bourgeois ont leurs propres groupes électrogènes domestiques), du manque de transports collectifs et de la déficience de la plupart des services publics qui servent de moyen d'enrichissement aux diverses mafias politiques (comme le ramassage des ordures, la distribution de l'eau potable, l'école, etc.), des bas salaires, d'un chômage élevé (il n'ya pas de statistiques fiables, mais le président de la République l'avait estimé à 46%, alors que le chiffre officiel est de 25%), une inflation qui a été évaluée à plus de 6% pour 2018 (bien plus pour ce qui est du logement)...

En outre le Liban héberge, dans des conditions souvent épouvantables, plus d'un million de réfugiés Syriens, qui pour survivre sont obligés d'accepter n'importe quel travail au noir à n'importe quel salaire, tout en étant en butte au racisme alimenté par les autorités, parfois à de véritables pogroms.

Révolution d'octobre ?

Il n'est donc pas difficile de trouver les raisons de l'explosion actuelle, et de comprendre que les prolétaires ne sont pas les seuls touchés : toute une partie des couches moyennes inférieures est menacée de prolétarisation ; cela explique qu'elles participent au mouvement en cours ; mais elles y apportent les illusions et les préjugés qui correspondent leur nature de classe : illusions démocratiques se concrétisant dans la revendication d'élections anticipées, rêve d'un départ de toute la classe politique qui laisserait intacte la structure économique-sociale capitaliste, nationalisme qui peut à tout moment se tourner contre les bou-

émissaires habituels: les réfugiés syriens ou palestiniens, etc.

Contre les diversions inévitablement alimentées par la masse petite bourgeoise, le prolétariat du Liban ne peut compter sur son organisation propre : les partis et les syndicats qui prétendent le représenter n'ont qu'une perspective étroitement réformiste et démocratique. Si la FENASOL (Union nationale des syndicats de travailleurs) a appelé à une grève générale pour le 20 octobre « contre le plan économique du pouvoir », les revendications mises en avant sont des plus vagues. En fait Le PC libanais comme les syndicats appellent à la démission du gouvernement et à des élections anticipées, à la révision de la Constitution en vue de la «déconfessionnalisation» des institutions publiques, bref à un replâtrage du capitalisme.

En dehors d'une perspective de classe, les slogans répétés sur une « révolution d'octobre » ne peuvent avoir aucun sens ; ils ne peuvent qu'être générateurs de confusion. Pour combattre et vaincre le capitalisme et pas seulement dégager une couche corrompue, le prolétariat devra s'engager à fond dans une lutte révolutionnaire de classe dont l'objectif est la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration sur ses ruines de son propre pouvoir dictatorial. Cela nécessite au préalable son organisation en parti en liaison étroite avec les prolétaires des autres pays : les prolétaires du Liban n'ont pas face à eux leurs seuls bourgeois mais aussi les Etats impérialistes et les Etats bourgeois de la région qui depuis toujours s'ingèrent en permanence dans les « affaires intérieures » du Liban : la révolution au Liban ne peut s'envisager que dans le cadre de la révolution prolétarienne internationale.

Si cette perspective ne peut pas être immédiate, la puissante lutte actuelle des prolétaires et des masses exploitées libanaises peut contribuer à la rapprocher en servant d'exemple pour les prolétaires d'ailleurs. En attendant, les prolétaires du Liban ont besoin de la solidarité des prolétaires des autres pays, à commencer de ceux des pays impérialistes qui sont les parrains des bourgeois locaux.

Solidarité avec la lutte des prolétaires du Liban !

Pour la reconstitution du parti de classe international !

Pour la révolution prolétarienne internationale !

(1) Harriri a été au centre d'un scan-

dale il y a quelques mois lorsqu'on a appris qu'il avait fait un cadeau de plus de 10 millions de dollars à une de ses maîtresses...

27/10/2019

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «programme communiste»
Revue théorique en français
- «il comunista»
Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
- «El proletario»,
Journal en espagnol
- «Proletarian»,
Bulletin en anglais

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2019

Aix: 20,00 / Cyrille: 7,50 / Daniel: 24,00 / Jacky: 26,50 / Paris: 700,00 / RI: 2,50 / Victor: 120,00

Total liste: 900,50

Total général 2019 : 3757,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**